



Nations Unies

Rapport du Comité des conférences

Assemblée générale
Documents officiels · Cinquantième session
Supplément No 32 (A/50/32)

Rapport du Comité des conférences

Assemblée générale
Documents officiels · Cinquantième session
Supplément No 32 (A/50/32)



Nations Unies · New York, 1995

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIÈRES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
I. CALENDRIER DES CONFÉRENCES ET RÉUNIONS	1 - 67	1
A. Questions relatives au calendrier approuvé pour 1995 et dérogations à ce calendrier entre les sessions; évaluation de la procédure d'examen et de décision concernant les demandes de dérogation	1 - 6	1
B. Adoption du projet de calendrier des conférences et réunions pour 1996-1997	7 - 12	2
C. Amélioration de l'utilisation des services de conférence	13 - 52	3
1. Statistiques relatives aux réunions des organes de l'Organisation des Nations Unies : consultations avec les organes dont le taux d'utilisation des services de conférence est inférieur au seuil fixé	13 - 32	3
2. Services et installations de conférence disponibles à l'Organisation des Nations Unies; amélioration de la coordination des conférences entre les organes des Nations Unies	33 - 52	6
D. Examen du projet de calendrier des conférences et réunions des organes subsidiaires du Conseil économique et social pour 1996-1997	53 - 61	8
E. Demandes de dérogation aux dispositions du paragraphe 7 de la section I de la résolution 40/243 de l'Assemblée générale	62 - 67	9
II. CONTRÔLE ET LIMITATION DE LA DOCUMENTATION : ÉTABLISSEMENT DE COMPTES RENDUS DE SÉANCE POUR LES ORGANES SUBSIDIAIRES DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	68 - 75	11
III. EXAMEN DU PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1996-1997 : SERVICES DE CONFÉRENCE	76 - 90	13
IV. QUESTIONS D'ORGANISATION	91 - 97	16
A. Composition du Comité	91	16
B. Bureau	92 - 93	16

TABLE DES MATIÈRES (suite)

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
C. Organisation des travaux	94	16
D. Programme de travail	95 - 97	16
V. TRAVAUX DU COMITÉ AU COURS DE LA QUARANTE-NEUVIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (20 SEPTEMBRE- 23 DÉCEMBRE 1994)	98	18
ANNEXES		
I. Position de la délégation française		20
II. Projet de calendrier des conférences et réunions de l'Organisation des Nations Unies et des principaux organes des institutions spécialisées, ainsi que de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour 1996-1997		21

I. CALENDRIER DES CONFÉRENCES ET RÉUNIONS

A. Questions relatives au calendrier approuvé pour 1995 et dérogations à ce calendrier entre les sessions; évaluation de la procédure d'examen et de décision concernant les demandes de dérogation

Introduction et aperçu général

1. Dans sa résolution 49/221 A du 23 décembre 1994, l'Assemblée générale a approuvé le projet révisé de calendrier des conférences et réunions pour 1995 tel qu'il a été présenté par le Comité des conférences à l'annexe du rapport qu'il a soumis à l'Assemblée à sa quarante-neuvième session¹, puis modifié comme suite aux décisions que l'Assemblée a prises au cours de ladite session.

2. À sa 373e séance, le 26 août 1994, le Comité a décidé que, dorénavant, les demandes de dérogation qui lui seraient présentées entre les sessions seraient examinées par le bureau, en consultation avec le Secrétariat, en vue d'une décision ultérieure.

3. À sa session d'organisation, le 23 mars 1995, le Comité a décidé que le Secrétariat pourrait, en consultation avec son bureau, statuer sur les modifications proposées du calendrier si elles n'avaient pas d'incidence sur le budget-programme. Le Comité a été avisé d'un certain nombre de modifications de cette nature au cours de 1995.

4. Conformément à la procédure établie, le bureau a examiné les demandes de modification du calendrier des conférences approuvé pour 1995, qu'il a reçues de la CNUCED et de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI). Il a ensuite informé par écrit le Comité de la suite qu'il avait donnée à ces demandes. De plus, le Comité s'est prononcé au sujet d'une demande émanant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB). L'objet de ces demandes et la suite qui leur a été donnée par le Comité sont exposés ci-après.

<u>Organe</u>	<u>Demande</u>	<u>Décision</u>
CNUCED	Convoquer le Colloque des pays en développement sans littoral et de transit et la Réunion d'experts gouvernementaux de pays en développement sans littoral et de transit à New York en juin 1995, plutôt qu'à Genève, afin d'assurer une participation aussi large que possible des représentants des pays en développement sans littoral. De plus, il serait bon que les deux réunions se tiennent au même moment, puisque les conclusions et recommandations du Colloque devraient être examinées lors de la Réunion d'experts gouvernementaux.	Demande approuvée
CCQAB	Prolonger sa session de printemps jusqu'au 28 juillet, vu le volume de travail	Demande approuvée

CFPI Prolonger sa quarante-deuxième session de deux jours (les 12 et 14 août) de sorte que la Commission puisse achever son examen approfondi des principales questions inscrites à son ordre du jour et que le Secrétariat puisse établir les projets de rapports annuel et de session. Demande approuvée

5. À sa 380e séance, le 21 juin 1995, le Comité a décidé d'inscrire à son ordre du jour le point 2 e) intitulé "Évaluation de la procédure d'examen et de décision concernant les demandes de dérogation".

Conclusions et recommandations

6. Le Comité des conférences a décidé que les demandes de dérogation qui lui seraient présentées concernant un changement de lieu devraient être communiquées à ses membres pour approbation. Les demandes concernant d'autres types de dérogation seraient, comme le Comité l'avait décidé à sa session de fond de 1994, examinées par le bureau, en consultation avec le Secrétariat, en vue d'une décision ultérieure.

B. Adoption du projet de calendrier des conférences et réunions pour 1996-1997

Introduction et aperçu général

7. À sa 381e séance, le 21 août 1995, le Comité des conférences a examiné deux documents concernant le projet de calendrier des conférences et réunions pour 1996-1997 : le projet de calendrier des conférences et réunions pour 1996-1997 (A/AC.172/1994/CRP.2 et Add.1 et 2) et l'état récapitulatif des conférences spéciales programmées pour 1996 (A/50/288).

Examen de la question

8. Le Secrétariat a demandé et obtenu des précisions en ce qui concerne différentes questions et aspects du projet de calendrier des conférences et réunions pour 1996-1997.

Conclusions et recommandations

9. Le Comité a pris note des informations contenues dans l'état récapitulatif des conférences spéciales programmées pour 1996 (A/50/288).

10. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale :

a) Adopte le projet de calendrier des conférences et réunions pour 1996-1997 tel qu'il a été présenté et oralement modifié, sous réserve des modifications ultérieures que le Comité des conférences pourrait devoir lui apporter comme suite aux mesures que le Conseil économique et social pourrait prendre au sujet de ce calendrier à la reprise de sa session de fond;

b) Autorise le Comité à apporter au calendrier des conférences et réunions pour 1996 les modifications qui pourraient s'avérer nécessaires comme suite aux mesures et décisions que l'Assemblée générale aura prises à sa cinquantième session.

11. Le Comité a noté que le Secrétariat avait tenu compte des arrangements mentionnés au paragraphe 5 de la résolution 49/221 A de l'Assemblée générale : aucune session ne devait être ouverte ou close le 20 février ou le 29 avril 1996 et les organes de l'Organisation seraient invités à ne pas se réunir ces jours-là. Le Comité a prié le Secrétariat de prendre les mêmes arrangements lorsqu'il établirait le calendrier des conférences et réunions révisé pour 1997 en vue de sa présentation au Comité à sa session de fond de 1996.

12. Le Comité a prié le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, à sa cinquante et unième session, un état récapitulatif concernant le nombre et le coût des conférences spéciales prévues pour 1997.

C. Amélioration de l'utilisation des services de conférence

1. Statistiques relatives aux réunions des organes de l'Organisation des Nations Unies : consultations avec les organes dont le taux d'utilisation des services de conférence est inférieur au seuil fixé

Introduction et aperçu général

13. Depuis 1983, le Comité des conférences étudie des rapports présentant des statistiques sur les réunions d'un certain nombre d'organes de l'Organisation des Nations Unies, à New York, Genève et Vienne.

14. À sa 367e séance, le 23 août 1994, le Comité a demandé au Secrétariat de soumettre par son intermédiaire à l'Assemblée générale lors de sa cinquantième session, un tableau synoptique, par secteur, des réunions tenues au cours des exercices biennaux 1992-1993 et 1994-1995 (en utilisant des projections pour le second semestre de 1995), qui donnerait également une idée du coût des services de conférence, réparti entre service des séances et documentation.

15. À sa 369e séance, le 24 août 1994, le Comité a aussi prié le Secrétariat d'élargir l'échantillon utilisé pour l'analyse statistique en y ajoutant les grandes commissions de l'Assemblée générale et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

16. À la même séance, le Comité a aussi demandé à son président de consulter en son nom les présidents des organes dont le taux d'utilisation des ressources était régulièrement inférieur au seuil fixé (75 % pour les années civiles 1983-1993 et 80 % pour l'année 1994) durant les trois sessions précédentes, en vue de formuler des recommandations appropriées pour assurer une utilisation optimale des services de conférence. Comme suite à cette demande, le Président du Comité a tenu des consultations avec les présidents des organes concernés.

17. À sa 382e séance, le 21 août 1995, le Comité a examiné un rapport sur les statistiques relatives aux réunions des organes de l'Organisation des Nations Unies, qui contenait également un rapport synoptique sur les réunions tenues au cours des exercices biennaux 1992-1993 et 1994-1995 (A/AC.172/161 et Corr.1).

18. À la même séance, le Président a fait oralement au Comité un rapport sur les consultations susmentionnées. Il s'était entretenu avec les Présidents du Comité de l'information, du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, du Comité spécial de l'océan Indien et du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés. Ces consultations avaient été fructueuses : les Présidents de ces organes avaient été mis au courant du problème, et des moyens d'améliorer le taux d'utilisation des ressources avaient été suggérés.

Examen de la question

19. À la demande du Comité, le Secrétariat a fourni des éclaircissements sur certains points du rapport publié sous la cote A/AC.172/161 et Corr.1. Par exemple, il a expliqué que, pour calculer le coefficient d'utilisation global, on additionnait les chiffres des six premières colonnes de l'annexe I au document A/AC.172/161 pour tous les organes et on traitait le total obtenu comme s'il s'agissait du coefficient d'un organe unique. Quant au coefficient d'utilisation moyen, pour l'obtenir, on additionnait les coefficients d'utilisation à chaque séance tenue par chaque organe considéré pendant une année donnée et on divisait le total obtenu par le nombre de séances tenues. Toute anomalie statistique serait corrigée dans un rectificatif.

20. Le Comité a tenu un long débat sur la question de la sous-utilisation des services de conférence. On a fait observer que la mesure dans laquelle les organes intergouvernementaux utilisaient les services de conférence n'était pas nécessairement directement liée à la disponibilité de la documentation.

21. On a regretté que le Secrétariat n'ait pas présenté d'estimation des pertes subies du fait de la sous-utilisation des services de conférence. Le Secrétariat a expliqué qu'il était difficile de chiffrer ces pertes étant donné l'absence d'un système précis de calcul des coûts.

22. On a fait valoir que les organes qui sous-utilisaient les services de conférence devraient être invités à revoir à la baisse s'ils le pouvaient les services qu'ils demandaient. Il faudrait renforcer le mandat du Secrétariat, de manière à le mettre mieux en mesure d'étudier la question de la sous-utilisation des services de conférence avec les organes intergouvernementaux. Le Comité devait sensibiliser les organes qui sous-utilisent les services de conférence à la crise financière que traverse l'Organisation, crise qui est aggravée par le gaspillage des ressources affectées à ces services.

23. De plus, le Comité devrait encourager les organes intergouvernementaux à mieux planifier leurs réunions, à faire en sorte que leurs demandes de services de conférence soient plus réalistes et à utiliser les services alloués de

manière optimale, en commençant les séances à l'heure et en utilisant pleinement le temps disponible. Les bureaux des organes intergouvernementaux, qui sont rarement conscients des problèmes posés, devraient bénéficier d'une assistance technique.

Conclusions et recommandations

24. Le Comité s'est inquiété de la baisse du coefficient d'utilisation global, qui était passé de 84 % en 1993 à 77 % en 1994, c'est-à-dire en deçà du seuil fixé (80 %). Il a constaté aussi avec inquiétude que le pourcentage d'organes ayant dépassé le seuil fixé avait diminué, passant de 77 % en 1993 à 62 % en 1994.

25. Le Comité des conférences a demandé au Secrétariat d'élargir l'échantillon utilisé pour l'analyse statistique, en y ajoutant le Conseil économique et social et le Comité des conférences.

26. Le Comité s'est dit préoccupé par le grand nombre d'organes, y compris les grandes commissions de l'Assemblée générale, dont le taux d'utilisation des services de conférence était inférieur au seuil fixé (80 %).

27. Le Comité a demandé que le Secrétariat affine les méthodes utilisées pour calculer les coefficients d'utilisation.

28. Il a demandé à son président de consulter en son nom les présidents des organes dont le taux d'utilisation des ressources était régulièrement inférieur au seuil fixé (75 % pour 1993 et 80 % pour 1994 et 1995) durant les trois dernières sessions, en vue de faire des recommandations appropriées pour assurer une utilisation optimale des services de conférence.

29. Il a également demandé à son président d'adresser une lettre aux présidents des organes subsidiaires qui avaient utilisé en 1994 moins de 80 % des ressources qui leur avaient été allouées pour les inviter à lui faire connaître les mesures prises pour améliorer l'utilisation des services de conférence et évaluer les besoins réels avec réalisme, afin de réduire les demandes de services de conférence.

30. De plus, le Comité a demandé au Bureau des services de conférence d'engager un dialogue actif avec les secrétariats des organes intergouvernementaux, pour leur communiquer des statistiques et des données sur leurs taux d'utilisation antérieurs et leur indiquer des moyens d'améliorer ces taux. Le Bureau a été prié de rendre compte des résultats de ce dialogue à l'Assemblée générale à sa cinquantième et unième session, par l'intermédiaire du Comité.

31. Par ailleurs, le Comité a pris note d'un rapport synoptique sur les réunions tenues au cours des exercices biennaux 1992-1993 et 1994-1995, et a prié le Secrétariat d'améliorer la méthode suivie pour élaborer le rapport et de continuer à lui présenter ce type d'informations à ses sessions suivantes.

32. Le Comité a demandé au Secrétariat de mettre au point le plus tôt possible un système de calcul des coûts pour les services de conférence et de faire rapport sur le coût estimatif des conférences, y compris une évaluation des pertes subies du fait de la sous-utilisation des ressources.

2. Services et installations de conférence disponibles à l'Organisation des Nations Unies; amélioration de la coordination des conférences entre les organismes des Nations Unies

Introduction et aperçu général

33. À ses sessions de fond de 1990, 1991 et 1993, le Comité des conférences a examiné les rapports du Secrétaire général sur les services et installations de conférence disponibles à l'Organisation des Nations Unies (dans l'ordre : A/AC.172/137, A/AC.172/1991/CRP.6 et A/AC.172/152 et Add.1).

34. À sa 350e séance, le 19 mai 1993, le Comité a prié le Secrétariat de lui fournir une analyse plus approfondie comportant notamment des précisions sur les points suivants : classement des postes énumérés dans le document A/AC.172/152, nature des réunions organisées et utilisation des capacités dans chacune des villes sièges, dans les commissions régionales et dans les autres organisations, coûts comparés des réunions à New York, Genève et Vienne, complément d'information sur les installations fournies gratuitement par des gouvernements ou par des organisations appartenant ou non au système des Nations Unies.

35. De plus, au paragraphe 16 de sa résolution 48/222 A du 23 décembre 1993, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général, agissant en sa qualité de Président du Comité administratif de coordination et dans le cadre du mécanisme que constitue la Réunion interorganisations concernant les services linguistiques, la documentation et les publications, de renforcer la coordination des calendriers des réunions de tous les organismes du système, le but étant d'optimiser l'utilisation des services, ressources et installations prévus pour les conférences, tout en maintenant la qualité voulue, et de permettre une participation effective des États Membres, et elle l'a prié également de lui rendre compte des progrès accomplis à sa cinquantième session, par l'intermédiaire du Comité des conférences.

36. À sa session d'organisation, le 23 mars 1995, le Comité a décidé de fusionner le rapport sur l'amélioration de la coordination et le rapport sur les services et installations de conférence disponibles à l'Organisation des Nations Unies.

37. À sa 383e séance, le 22 août 1995, le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur les services et installations de conférence disponibles à l'Organisation des Nations Unies, dont le rapport sur la coordination des services de conférence à l'échelle du système faisait partie (A/AC.172/162).

Examen de la question

38. Des précisions ont été demandées au Secrétariat, qui les a fournies, sur différents aspects du rapport présenté dans le document A/AC.172/162. En ce qui concerne le coût des différentes formules utilisées pour assurer les services de traduction, le Secrétariat a indiqué que, en l'absence d'un système précis de calcul des coûts, on ne pouvait à ce stade que classer ces formules en fonction de leur coût, soit, dans l'ordre croissant : traduction contractuelle, recours à

du personnel temporaire local, traduction par le personnel en poste, et recours à des traducteurs temporaires non locaux. On a fait observer que la qualité des services fournis devait être prise en considération lorsqu'on déterminait quelles formules utiliser.

39. Considérant qu'il est plus onéreux de recruter des traducteurs temporaires non locaux que de recruter des traducteurs temporaires locaux et, plus encore, que de faire appel à des services contractuels de traduction, on a suggéré de faire une étude pour déterminer s'il ne serait pas plus avantageux d'accroître, en assurant une meilleure formation technique, le nombre de traducteurs locaux auxquels l'ONU peut faire appel, plutôt que de continuer à recruter des traducteurs non locaux, dont il faut payer le voyage.

40. On a souligné que, pour la traduction et l'interprétation, la qualité est d'importance vitale. Compte tenu de cette considération, le Secrétariat a été prié d'étudier la possibilité de recourir à des méthodes moins onéreuses pour le recrutement de traducteurs et d'interprètes temporaires.

41. Il a été noté que les lieux d'affectation dont le taux d'utilisation des capacités était faible ne pouvaient pas être tenus responsables de cet état de fait, qui s'expliquait par des raisons historiques.

42. Certains ont estimé qu'il serait intéressant de parvenir à un meilleur équilibre dans la répartition des réunions entre tous les lieux d'affectation, mais il fallait tenir compte des problèmes de coût et du fait que les États Membres n'avaient pas des délégations aussi importantes à chaque endroit. On a fait valoir que, dans le cas des lieux d'affectation sous-utilisés, le fait de ne pas respecter la règle établie selon laquelle les organes doivent se réunir dans la ville où ils ont leur siège aurait pour effet d'aggraver encore la situation. En outre, pour modifier la répartition des réunions, il faudrait accepter des dérogations à cette règle, ce qui ne paraissait pas souhaitable.

Conclusions et recommandations

43. Le Comité a constaté avec satisfaction que les informations contenues dans le document A/AC.172/162 étaient intéressantes et utiles.

44. Il a prié le Secrétariat de lui fournir des statistiques analogues sur l'utilisation des capacités de traduction et d'interprétation dans les autres bureaux des Nations Unies.

45. Afin de réduire les dépenses de traduction, le Comité a engagé le Secrétariat à répartir le volume de travail entre les différents lieux d'affectation.

46. Le Comité a engagé le Secrétariat à faire davantage pour maintenir à un niveau modéré les dépenses de traduction, compte tenu des circonstances et dans la mesure du possible, et à faire rapport à ce sujet.

47. Le Comité a estimé que le recours à des traducteurs temporaires ou à des services contractuels devait se faire compte tenu du caractère international de l'Organisation.

48. Le Comité a pris note de la sous-utilisation des installations de conférence dans les lieux d'affectation hors Siège et prié le Bureau des services de conférence d'insister, dans ses échanges avec d'autres bureaux de l'ONU, sur la nécessité d'utiliser au mieux leurs installations.

49. Il a recommandé que la règle selon laquelle les organes doivent se réunir dans la ville où ils ont leur siège soit strictement appliquée dans le cas des organes dont les installations étaient sous-utilisées.

50. Il a prié le Secrétariat de lui faire rapport sur le coût de la sous-utilisation des installations de conférence dans les bureaux des Nations Unies.

51. Il a jugé utile d'obtenir une analyse comparative du coût des réunions tenues à New York, Genève et Vienne.

52. Il a décidé d'examiner tous les deux ans les moyens propres à garantir une meilleure coordination des conférences entre les organismes des Nations Unies.

D. Examen du projet de calendrier des conférences et réunions des organes subsidiaires du Conseil économique et social pour 1996-1997

Introduction et aperçu général

53. Dans sa décision 1988/103 du 5 février 1988, le Conseil économique et social a invité le Comité des conférences à examiner le projet de calendrier biennal des conférences et réunions du Conseil et à lui présenter les recommandations qu'il jugerait utile de formuler à ce sujet.

54. À sa 380e séance, le 21 juin 1995, le Comité a examiné le projet de calendrier des conférences et réunions susvisé (E/1995/L.20).

Examen de la question

55. Le Comité a demandé au Secrétariat, qui les lui a fournies, des précisions sur différents points et aspects du projet de calendrier provisoire des conférences et réunions pour 1996-1997 dans les domaines économique, social et connexes.

56. On est revenu sur la question de l'adoption d'un cycle biennal en ce qui concerne les conférences et réunions, visée au paragraphe 2 f) ii) de la résolution 1988/77 du Conseil, en date du 29 juillet 1988. L'augmentation du nombre des demandes émanant d'organes intergouvernementaux désireux de se voir accorder une dérogation à l'adoption d'un cycle biennal pour leurs sessions a été un motif de préoccupation.

57. Il a été proposé que le Conseil réexamine l'ensemble des mandats confiés pour des cycles de réunions annuels. Selon une autre opinion, il appartenait aux organes subsidiaires d'établir la nécessité de ces cycles annuels; il faudrait envisager un mécanisme permettant de limiter le nombre des organes pour

lesquels des sessions de fond annuelles seraient autorisées; et les activités des organes subsidiaires du Conseil pourraient être examinées de façon à éviter les chevauchements, ce qui permettrait d'utiliser au mieux des ressources de conférence limitées.

58. Le Comité a reçu l'assurance de la part du Secrétariat que celui-ci avait pris en considération les arrangements visés au paragraphe 6 de la résolution 49/221 A de l'Assemblée générale lors de l'établissement du calendrier provisoire des conférences et réunions pour 1996 et 1997 dans les domaines économique, social et connexes.

Conclusions et recommandations

59. Le Comité a recommandé l'adoption du calendrier provisoire des conférences et réunions des organes subsidiaires du Conseil économique et social pour 1996-1997 tel que modifié; le représentant du Secrétariat a donné lecture des modifications apportées (E/1995/L.20).

60. Le Comité a également recommandé, étant donné la gravité de la situation financière de l'Organisation, que le Conseil continue d'envisager la possibilité d'adopter un cycle biennal en ce qui concerne les sessions de ses organes subsidiaires, compte tenu des besoins des organes intéressés. À cet égard, les différents organes devraient présenter des raisons solides pour être autorisés à adopter un cycle de réunions annuel.

61. Le Comité a été informé qu'il pourrait recevoir des demandes concernant des réunions spéciales à participation non limitée, et a noté avec préoccupation les conséquences défavorables que ces réunions pourraient éventuellement avoir sur l'utilisation efficace des ressources de conférence.

E. Demandes de dérogation aux dispositions du paragraphe 7 de la section I de la résolution 40/243 de l'Assemblée générale

Introduction et aperçu général

62. À sa 38^e séance, le 21 août 1995, le Comité a examiné une note de son secrétariat (A/AC.172/1995/CRP.4 et Add.1) précisant que certains organes subsidiaires demandaient une dérogation au paragraphe 7 de la section I de la résolution 40/243 de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 1985, stipulant qu'aucun organe subsidiaire de l'Assemblée ne pouvait se réunir au Siège de l'Organisation des Nations Unies pendant une session ordinaire de l'Assemblée si ce n'était avec l'assentiment exprès de celle-ci.

63. Conformément à la procédure établie par le Comité, chaque demande était accompagnée d'explications précisant a) pourquoi l'organe souhaitait se réunir; b) pourquoi il n'avait pas terminé ses travaux à la date limite du 1^{er} septembre, prévue au paragraphe 6 de la section I de la résolution 40/243; c) pourquoi il devait se réunir durant la session de l'Assemblée; d) combien de séances lui seraient nécessaires. Ces renseignements étaient complétés par des statistiques sur le nombre de séances, le cas échéant, que l'organe concerné avait tenues au cours de la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale et sur l'efficacité avec laquelle il avait utilisé les services de conférence mis à sa disposition.

Conclusions et recommandations

64. Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale d'autoriser expressément les organes énumérés ci-après à se réunir à New York pendant la cinquantième session de l'Assemblée, étant entendu que les séances auraient lieu en fonction des locaux et des services disponibles, de façon à ne pas gêner les activités de l'Assemblée elle-même : Comité des relations avec le pays hôte, Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, Groupe de travail sur le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, Conseil d'administration de l'UNICEF, et Comité consultatif du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe.

65. Ayant noté avec préoccupation que, dans le passé, le Comité préparatoire du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies n'avait pas utilisé les services de conférence mis à sa disposition, pendant plus de deux séances au total, et que le Comité des conférences n'avait pas été saisi de cette question, au moment opportun pendant sa session de fond, le Comité des conférences a aussi recommandé à l'Assemblée générale d'autoriser explicitement le Comité préparatoire à tenir 10 séances au maximum à New York pendant la cinquantième session de l'Assemblée, étant entendu que ces séances auraient lieu lorsque des installations et des services deviendraient disponibles de façon à ne pas compromettre les activités de l'Assemblée elle-même.

66. Le Comité a encouragé le Secrétariat à combiner, autant que possible, ces réunions avec d'autres, de sorte que les périodes de trois heures prévues pour les réunions soient utilisées de façon optimale.

67. Le Comité a demandé au Secrétariat d'inclure dans les lettres d'autorisation qu'il adresse aux organes susmentionnés des informations sur le nombre total d'heures que chacun d'eux n'a pas utilisé sur le temps qui lui avait été imparti lors de sessions précédentes de l'Assemblée générale et de l'encourager à utiliser le plus efficacement possible les services de conférence mis à sa disposition.

II. CONTRÔLE ET LIMITATION DE LA DOCUMENTATION : ÉTABLISSEMENT
DE COMPTES RENDUS DE SÉANCE POUR LES ORGANES SUBSIDIAIRES
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Introduction et aperçu général

68. Au paragraphe 3 de sa résolution 49/221 B du 23 décembre 1994, l'Assemblée générale a prié les organes ci-après de lui présenter, à sa cinquantième session, conformément aux procédures existantes, par l'intermédiaire du Comité des conférences, des justifications à l'appui du maintien des services auxquels ils ont droit actuellement en matière d'établissement de comptes rendus de séance :

- a) Tribunal administratif des Nations Unies (en cas de procédure orale);
- b) Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique;
- c) Première Commission;
- d) Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
- e) Organes subsidiaires de l'Assemblée générale qui se réunissent à l'occasion de journées internationales de solidarité proclamées par l'Assemblée;
- f) Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

69. À sa 381e séance, le 21 août 1995, le Comité a examiné une note du Secrétariat relative à l'établissement de comptes rendus de séance pour les organes subsidiaires de l'Assemblée générale (A/50/263 et Add.1).

Examen de la question

70. Tous les organes susvisés, sauf deux, avaient envoyé une réponse dans laquelle ils précisaient les justifications à l'appui du maintien des services auxquels ils ont droit actuellement en matière d'établissement de comptes rendus de séance. Les deux organes qui avaient accepté une modification de ces services étaient le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Le premier avait décidé de remplacer ses procès-verbaux par des comptes rendus analytiques et le deuxième avait décidé qu'à compter de sa trente-huitième session, en 1996, des transcriptions non éditées de ses sessions seraient établies à la place des procès-verbaux.

71. Répondant aux questions qui lui étaient posées, le Secrétariat a confirmé que l'utilisation de transcriptions non éditées, telle qu'elle était envisagée par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, qui consistait à établir des transcriptions dans les différentes langues à partir des enregistrements des séances sur bande, y compris des canaux réservés à l'interprétation, serait considérablement moins onéreuse que les procès-verbaux de séance ou les comptes rendus analytiques tels qu'ils étaient actuellement

établis. Les membres du Comité se sont déclarés très intéressés par l'élargissement de l'utilisation des transcriptions non éditées, et ils ont estimé que l'innovation proposée par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique devrait être portée à l'attention de tous les organes qui ont actuellement droit à des services d'établissement de comptes rendus de séance.

Conclusions et recommandations

72. Le Comité a pris note des justifications fournies et recommandé à l'Assemblée générale de maintenir aux organes suivants les services auxquels ils ont actuellement droit en matière d'établissement de comptes rendus de séance : Tribunal administratif des Nations Unies (en cas de procédure orale); Première Commission; Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien (lorsqu'il tient des réunions à l'occasion de journées internationales de solidarité proclamées par l'Assemblée générale); Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

73. Le Comité a pris également note avec satisfaction de la décision prise par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux de remplacer ses procès-verbaux par des comptes rendus analytiques, et il a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver la décision du Comité spécial.

74. En outre, le Comité a pris note avec intérêt de la décision prise par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique tendant à remplacer ses procès-verbaux par des transcriptions non éditées. Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale de prier le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique d'informer l'Assemblée, par l'intermédiaire du Comité des conférences, des résultats qu'il obtiendrait en ce qui concerne l'utilisation des transcriptions non éditées de façon que l'Assemblée puisse tirer pour l'avenir des leçons de cette expérience.

75. Le Comité a également décidé de prier son président d'écrire aux présidents des autres organes en appelant leur attention, eu égard à la nécessité d'utiliser de la façon la plus efficace possible des ressources de conférence limitées en mettant pleinement à contribution les innovations techniques disponibles, sur les économies qui pourraient être réalisées en généralisant l'utilisation des transcriptions non éditées en lieu et place de l'établissement de comptes rendus analytiques ou de procès-verbaux de séance qui mobilisent un personnel plus nombreux, et en leur demandant de réexaminer leurs propres besoins dans cette optique, en attendant que le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique puisse présenter des informations supplémentaires sur les résultats obtenus dans le cadre de l'utilisation de transcriptions textuelles non éditées.

III. EXAMEN DU PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE
BIENNAL 1996-1997 : SERVICES DE CONFÉRENCE

Introduction et aperçu général

76. À sa 327e séance, le 12 juin 1991, le Comité des conférences a décidé d'examiner les textes explicatifs relatifs aux services de conférence figurant dans le projet de budget-programme et de communiquer ses vues à ce sujet à l'Assemblée générale.

77. À sa 378e séance, le 22 novembre 1994, le Comité a examiné le texte final du rapport du Secrétaire général sur une étude détaillée des services de conférence (A/C.5/49/34 et Corr.1) et conclu que l'étude pourrait servir de base pour les propositions budgétaires qui seraient présentées pour l'exercice 1996-1997.

78. Par ailleurs, à sa 346e séance, le 17 mai 1993, le Comité a souligné l'importance de la planification et demandé au Secrétariat de lui présenter des données sur le plan à long terme et le calendrier précis qui seront suivis pour faire adopter les innovations technologiques dans chaque lieu d'affectation.

79. Au paragraphe 7 de sa résolution 49/221 B du 23 décembre 1994, l'Assemblée générale a pris note de la teneur de l'annexe II du rapport que le Comité lui a présenté à sa quarante-neuvième session², et prié le Secrétariat d'y donner suite et de rendre compte au Comité à sa session de fond de 1995.

80. À la 384e séance du Comité, le 22 août 1995, dans le cadre de l'examen de la partie du projet de budget-programme consacrée aux services de conférence pour l'exercice biennal 1996-1997³, le Secrétariat a présenté oralement les mesures prises en application des recommandations formulées à la suite de l'étude détaillée des services de conférence à New York, ainsi que les innovations technologiques qui avaient été adoptées. À la même séance, dans le cadre de l'examen des propositions budgétaires, le Secrétariat a présenté oralement la suite donnée à l'annexe II du rapport du Comité susmentionné.

Examen de la question

81. Ayant été informé par le Secrétariat des mesures prises pour faire adopter de nouvelles technologies dans les domaines de la traduction, du traitement de la documentation, de l'utilisation du disque optique, des vidéoconférences, de la télétraduction et de la préparation de calendriers des réunions et de documents des Nations Unies sur Internet, le Comité a noté avec intérêt les possibilités offertes par ces innovations sur le plan de l'efficacité, de la réduction éventuelle des effectifs et de l'amélioration de la diffusion d'informations sur les activités de l'Organisation.

82. On a appelé l'attention sur une lettre que les représentants de 18 États Membres avaient adressée au Secrétaire général pour lui demander d'inscrire au projet d'ordre du jour de la cinquantième session de l'Assemblée générale un point supplémentaire intitulé "Multilinguisme", et sur le projet de résolution publié sous la cote A/50/147. Un certain nombre d'autres délégations membres du Comité soutenaient cette idée. À ce sujet, la délégation française a présenté une déclaration qui est reproduite à l'annexe I du présent rapport.

83. On a fait observer qu'il ressortait de la documentation à l'examen que, depuis quelques années, des postes permanents restaient parfois vacants ou étaient supprimés, alors même que la demande de services linguistiques ne cessait d'augmenter. Le Secrétariat a indiqué que les postes vacants étaient souvent pourvus avec retard, que ce soit par promotion ou par recrutement à la classe de début, et qu'il fallait alors recourir à l'assistance temporaire. L'utilisation de nouvelles technologies, une meilleure gestion et une productivité accrue avaient toutefois permis au Secrétariat de faire face, dans une large mesure, à l'accroissement de la demande de services linguistiques et de documentation.

Conclusions et recommandations

84. Le Comité a pris note du projet de budget-programme pour l'exercice 1996-1997 présenté par le Secrétaire général, et a pris aussi note de ce que le Secrétariat lui avait donné l'assurance que le budget lui permettrait de faire face à la demande de services de conférence qu'il prévoyait.

85. Estimant que l'adoption de moyens technologiques dans les services de traduction était un bon moyen d'offrir aux États Membres des traductions de haute qualité dans le respect des délais et avec un bon rapport coût-efficacité, le Comité s'est dit favorable à ce que l'on accélère l'adoption des nouvelles technologies.

86. Le Comité s'est félicité de l'adoption d'innovations techniques, en particulier de celles qui mènent à des méthodes de travail "sans papier", mais il a estimé qu'elles devraient être introduites en consultation avec les États Membres et, le cas échéant, en coordination avec les organes intergouvernementaux pertinents y compris le Groupe de travail sur l'informatique créé par le Conseil économique et social.

87. Le Comité s'est félicité de l'initiative prise par le Secrétariat, qui consiste à demander l'opinion des délégations sur la qualité des services de conférence fournis; il a noté avec satisfaction qu'il était prévu d'entreprendre à ce sujet une étude de plus vaste portée et il a engagé le Secrétariat à lancer régulièrement de telles enquêtes. L'idée de charger le Secrétariat de donner aux délégations des informations sur les nouvelles technologies a elle aussi été bien accueillie.

88. Le Comité a rappelé le principe de l'égalité des langues officielles et a souligné qu'il fallait respecter strictement les résolutions et règles qui régissent l'emploi des langues dans les différents organes de l'Organisation des Nations Unies.

89. Il a notamment rappelé qu'il fallait veiller à ce que les ressources nécessaires soient disponibles pour que les documents soient traduits en temps utile dans les différentes langues officielles et langues de travail de l'ONU et qu'ils soient distribués simultanément dans ces mêmes langues.

90. Le Comité a pris note du rapport oral présenté par un représentant du Secrétariat, en application du paragraphe 7 de la résolution 49/221 B de l'Assemblée générale, s'est félicité des mesures prises pour améliorer la qualité de la traduction dans toutes les langues officielles, en particulier des efforts du Service arabe de traduction pour donner suite à la proposition de la délégation égyptienne⁴ et a engagé le Secrétariat à poursuivre dans cette voie en appliquant la deuxième phase de la proposition de l'Égypte.

IV. QUESTIONS D'ORGANISATION

A. Composition du Comité

91. Dans sa résolution 43/222 B en date du 21 décembre 1988, l'Assemblée générale a décidé de garder le Comité des conférences comme organe subsidiaire permanent. Conformément à cette résolution, le Comité était composé en 1995 des États Membres ci-après : Autriche, Bahamas, Belgique, Chili, Égypte, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Fidji, France, Gabon, Ghana, Grenade, Iran (République islamique d'), Japon, Jordanie, Lettonie, Maroc, Niger, Pakistan, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Sénégal.

B. Bureau

92. Le Comité a élu le bureau ci-après pour 1995 :

Président : M. Fernando Varela (Chili)

Vice-Présidents : M. Hasan M. Jawarneh (Jordanie)
Mme Mara Treimanis (Lettonie)
M. El Hassane Zahid (Maroc)

Rapporteur : M. Peter Maddens (Belgique)

93. À sa session d'organisation de 1995 (379e séance), le 23 mars 1995, le Comité a décidé en principe que le Président entreprendrait des consultations officielles en vue de déterminer la composition du bureau du Comité en 1996.

C. Organisation des travaux

94. À sa 379e séance, le Comité a décidé de se réunir selon les besoins pour examiner les questions ayant trait au calendrier des conférences et au respect de ce calendrier, s'agissant notamment des demandes de dérogation au calendrier approuvé présentées entre les sessions du Comité. À la même séance, le Comité a prié le Secrétariat de lui soumettre à sa session d'organisation qui se tiendra au début de 1996 un projet d'ordre du jour pour 1996. Le Comité s'est réuni le 21 juin (380e séance) pour examiner le projet de calendrier des conférences et réunions des organes subsidiaires du Conseil économique et social pour 1996-1997. Le Comité a tenu sa session de fond les 21, 22 et 24 août 1995 (381e à 386e séances).

D. Programme de travail

95. À sa session d'organisation de 1994, le 8 avril 1994, le Comité avait demandé au Secrétariat de lui soumettre, à sa session d'organisation de 1995, un projet d'ordre du jour pour 1995-1996, qui a été publié sous la cote A/AC.172/1995/CRP.1 et adopté par le Comité.

96. Le Sous-Secrétaire général aux services de conférence et services d'appui et le Directeur des services de conférence ont pris la parole devant le Comité, respectivement à la séance d'ouverture de la session d'organisation et à celle de la session de fond.

97. Le 23 août 1995, des membres du Comité ont fait le tour de certains services du Bureau des services de conférence et services d'appui où on leur a notamment montré comment se servir d'un disque optique.

V. TRAVAUX DU COMITÉ AU COURS DE LA QUARANTE-NEUVIÈME SESSION
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (20 SEPTEMBRE-23 DÉCEMBRE 1994)

98. Le Comité des conférences n'a tenu aucune séance durant la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale. Il a été toutefois saisi des demandes suivantes :

<u>Comité</u>	<u>Demande</u>	<u>Suite donnée</u>
Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II)	Organiser sa troisième session de fond à New York plutôt qu'à Nairobi, siège du secrétariat technique de la Conférence	A recommandé à l'Assemblée générale d'accorder une dérogation au paragraphe 4 de la section I de la résolution 40/243, et, partant, d'autoriser le Comité préparatoire à se réunir en dehors de son siège
Comité intergouvernemental de négociation pour l'élaboration d'une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique	Organiser une session de deux semaines à Nairobi, plutôt qu'à Genève, le siège du Comité inter-gouvernemental de négociation	A recommandé à l'Assemblée générale d'accorder une dérogation au paragraphe 4 de la section I de la résolution 40/243, et, partant, d'autoriser le Comité à se réunir en dehors de son siège
Réunion intergouvernementale de haut niveau chargée de procéder à un examen à mi-parcours de la mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés	Organiser la réunion à New York, plutôt qu'à Genève, siège de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)	A recommandé à l'Assemblée générale d'accorder une dérogation au paragraphe 4 de la section I de la résolution 40/243, et, partant, d'autoriser la réunion inter-gouvernementale de haut niveau à se réunir en dehors de son siège
Réunion d'experts gouvernementaux des pays insulaires en développement, des pays donateurs et des institutions s'occupant du commerce et du développement	Organiser la réunion à New York plutôt qu'à Genève, siège de la CNUCED	Demande retirée

Notes

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément No 32 (A/49/32/Rev.1), annexe I.

² Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément No 32 (A/49/32/Rev.1).

³ Ibid., cinquantième session, Supplément No 6 (A/50/6/Rev.1), vol. II, chap. 15 à 19, 26E et 26H.

⁴ Ibid., quarante-neuvième session, Supplément No 32 (A/49/32/Rev.1), annexe II.

ANNEXE I

Position de la délégation française

1. À l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, la délégation française souhaite rappeler l'importance fondamentale de la diversité des cultures dans le développement d'une vie internationale harmonieuse et riche.
2. S'agissant du fonctionnement de l'Organisation, ce principe doit se traduire, conformément au règlement intérieur de l'Assemblée générale, par le traitement égal dû aux langues officielles et aux langues de travail des Nations Unies.
3. Toutefois, dans les différents organes, à différentes occasions, des entorses à cette égalité essentielle ont été constatées. Les justifications fournies sont de divers ordres : motifs financiers, indisponibilité des services d'interprétation ou de traduction, ou nécessité de travailler dans l'urgence.
4. L'absence de réaction de la part des délégations, voire leur renonciation, sous la pression du moment, au droit de travailler et de disposer de la documentation dans la langue officielle de leur choix, risquent de conduire à l'acceptation d'une Organisation des Nations Unies pratiquement monolingue.
5. Le défaut de respect par l'Organisation du multilinguisme, qui est sa règle et auquel elle doit se conformer strictement, conduirait au dépérissement, à l'appauvrissement des échanges, au développement des stéréotypes, à la bureaucratie et au désintérêt des peuples envers les Nations Unies, et ne constituerait ainsi ni une simplification, ni une économie, ni un progrès.
6. Les États Membres doivent faire preuve de vigilance pour exiger, à toute occasion, le traitement auquel ils ont droit, ce qui implique notamment que le Secrétariat s'astreigne à employer dans ses relations avec les États Membres la langue officielle de leur choix. Cette exigence a bien entendu des conséquences en ce qui concerne les compétences linguistiques que l'on est en droit d'attendre d'agents des Nations Unies.
7. En ce qui concerne les services d'interprétation et de traduction, leurs effectifs n'ont pas suivi la croissance des activités des différents organes des Nations Unies au cours de ces dernières années. Il en résulte des retards à rendre les documents disponibles dans les langues officielles, le report des réunions du fait de l'absence d'équipes d'interprètes, autant d'éléments qui constituent des entraves à la bonne marche de l'Organisation. La solution évidente est que les services d'interprétation et de traduction puissent disposer d'effectifs et de moyens qui, malgré la contrainte budgétaire, demeurent suffisants pour faire face aux tâches en volume croissant.
8. Le fait de tenir des réunions "informelles" sans interprétation ou de distribuer des documents "officiels" dans une seule langue ne saurait en aucun cas constituer une solution acceptable à ces lacunes.
9. La diversité culturelle et linguistique est un choix que les Nations Unies sont parfaitement en mesure d'assumer si elles font preuve à cet égard de la clairvoyance et de la détermination nécessaires.

ANNEXE II

Projet de calendrier des conférences et réunions de l'Organisation des Nations Unies et des principaux organes des institutions spécialisées, ainsi que de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour 1996-1997

Notes explicatives

Les abréviations suivantes sont employées dans l'annexe :

Dans la colonne "Organe"

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CFPI	Commission de la fonction publique internationale
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUDCI	Commission des Nations Unies pour le droit commercial international
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
INSTRAW	Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OIT	Organisation internationale du Travail
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale

OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
UNU	Université des Nations Unies

Dans la colonne "Membres"

G	Gouvernements
E	Experts
ST	Secrétariat ou secrétariats

Dans la colonne "Services à assurer"

I	Interprétation
T	Traduction
PV	Procès-verbaux
SR	Comptes rendus analytiques

A. Projet de calendrier des conférences et réunions de l'Organisation des Nations Unies pour 1996

(Au 30 août 1995)

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
1. Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes — Groupe de travail présidence [résolutions 45/124 et 47/94 de l'Assemblée générale]	8-12 janvier	New York	5 E	I (AARCEFR)	T — Une session par an
2. Conseil économique et social — Groupe de travail à composition non limitée chargé de l'examen des dispositions relatives aux consultations avec les organisations non gouvernementales, troisième session [décision 1995/304 du Conseil économique et social]	8-19 janvier	New York	193 G	I (AARCEFR)	T —
3. Comité des droits de l'enfant, onzième session [résolutions 44/25, 47/112 et 49/211 de l'Assemblée générale]	8-26 janvier	Genève	10 E	I (AARCEFR)	T SR Trois sessions par an
4. Groupe spécial d'experts gouvernementaux chargé d'étudier la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction [résolution 49/86 de l'Assemblée générale]	8-26 janvier	Genève	132 G	I (AARCEFR)	T —
5. Comité d'état-major [Charte]	12 janvier, puis une fois tous les 15 jours	New York	5 G	I (ACFR)	T PV Un vendredi sur deux
6. Conseil d'administration du PNUD/FNUAP, première session ordinaire [résolutions 2029 (XX) et 48/162 de l'Assemblée générale]	15-19 janvier	New York	36 G	I (AARCEFR)	T —
7. Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, quinzième session [résolution 34/180 de l'Assemblée générale]	15 janvier-2 février	New York	23 E	I (AARCEFR)	T SR Une session par an

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
8. États parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, seizième réunion [résolution 2106 (XX) de l'Assemblée générale]	16 janvier	New York	137 G	I (AARCEFR)	SR Une session tous les deux ans
9. UNICEF — Conseil d'administration, première session ordinaire [résolutions 57 (I) et 48/162 de l'Assemblée générale]	22-26 janvier	New York	36 G	I (AARCEFR)	—
10. Conseil économique et social — Élection du Bureau [Charte]	25 janvier	New York	54 G	I (AARCEFR)	SR
11. Comité des droits de l'enfant — Groupe de travail de présession [résolutions 44/25, 47/112 et 49/211 de l'Assemblée générale]	29 janvier-2 février	Genève	5 E	I (AARCEFR)	— Trois sessions par an
12. Commission des droits de l'enfant — Groupe de travail sur un projet de protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants [résolution 1995/35 du Conseil économique et social]	29 janvier-9 février	Genève	53 G	I (AARCEFR)	—
13. Comité chargé des organisations non gouvernementales, reprise de la session de 1995 [décision 1995/307 du Conseil économique et social]	Janvier (1 semaine)	New York	24 G	I (AARCEFR)	—
14. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail des situations [résolution 1990/41 du Conseil économique et social]	Janvier (1 semaine)	Genève	5 E	I (AEFR)	— Une session par an
15. Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	Janvier (1 séance)	New York	12 E	—	— Trois sessions d'une séance chacune par an
16. Commission du développement social, session extraordinaire [décision 1995/248 du Conseil économique et social]	Janvier/février (8 jours)	New York	32 G	I (AARCEFR)	—

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
17. INSTRAW — Conseil d'administration, seizième session [résolutions 33/187 et 34/157 de l'Assemblée générale]	Janvier/février (1 semaine)	Saint-Domingue	11 E	I (AEF) T	Une session par an
18. Comité du Prix des Nations Unies en matière de population [résolution 36/201 de l'Assemblée générale]	Janvier/février (2 jours)	New York	10 G	I (AEF) T	Une session par an
19. Conférence du désarmement, première partie [résolutions 1722 (XVI), S-10/2 et 34/83 L de l'Assemblée générale]	Janvier/avril (10 semaines)	Genève	40 G	I (AArCEFR) T	Une session en trois parties par an
20. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires [résolution 173 (II) de l'Assemblée générale]	1er février-29 mars	New York	16 E	I (AArCEFR) T	Deux sessions par an
21. Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), troisième session [résolution 49/109 de l'Assemblée générale]	5-16 février	New York	193 G	I (AArCEFR) T	—
22. Comité intergouvernemental de négociation pour l'élaboration d'une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, huitième session [résolution 47/188 de l'Assemblée générale]	5-16 février	Genève	193 G	I (AArCEFR) T	—
23. Conseil économique et social, session d'organisation [Charte]	6-9 février	New York	54 G	I (AArCEFR) T	Une session par an
24. Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement, deuxième session [décision 1992/218 du Conseil économique et social]	12-22 février	New York	47 G	I (AArCEFR) T	Une session tous les deux ans

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
25. Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique — Sous-Comité scientifique et technique, trente-troisième session [résolution 1472 A (XIV) de l'Assemblée générale]	12-23 février	Vienne	61 G	I (AARCEFR)	T — Une session par an
26. Comité des placements [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	26 février	New York	9 E	—	— Quatre ou cinq réunions par an
27. Commission de la population et du développement, vingt-neuvième session [résolutions 150 (VII) et 1147 (XL)] du Conseil économique et social]	26 février- 1er mars	New York	27 G	I (AARCEFR)	T — Une session par an
28. Commission du développement durable — Groupe de travail spécial intersectoriel chargé des questions sectorielles [décision 1995/235 du Conseil économique et social]	26 février-1er mars	New York	53 G	I (AARCEFR)	T —
29. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes ou organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus [résolution 1995/38 du Conseil économique et social]	26 février-8 mars	Genève	43 G	I (AARCEFR)	T —
30. Commission des Nations Unies pour le droit commercial international — Groupe de travail sur les échanges de données informatisées, trentième session [résolution 2928 (XXVII) de l'Assemblée générale]	26 février- 8 mars	Vienne	36 G	I (AARCEFR)	T — Deux sessions par an
31. Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, quarante-huitième session [résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale]	26 février-15 mars	Genève	18 E	I (ACEFR)	T SR Deux sessions par an

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
32. Conférence pour les annonces de contributions au Programme alimentaire mondial ONU/FAO [résolution 2095 (XX) de l'Assemblée générale]	Février (1 jour)	New York	193 G	I (AARCEFR)	T —
33. Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, session d'organisation [résolution 1654 (XVI) de l'Assemblée générale]	Février (1 ou 2 séances)	New York	24 G	I (AARCEFR)	T PV ^b
34. Comité administratif de coordination, première session ordinaire [résolution 13 (III) du Conseil économique et social]	Février/mars (2 ou 3 jours)	Genève	27 ST	I (AF)	T —
35. Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer [résolutions 37/66 et 49/28 de l'Assemblée générale]	4-8 mars	New York	160 G	I (AARCEFR)	T —
36. Commission du développement durable — Groupe de travail spécial intersessions chargé des questions financières [décision 1995/235 du Conseil économique et social]	4-8 mars	New York	53 G	I (AARCEFR)	T —
37. Comité des ressources naturelles, troisième session [décisions 1992/218 et 1993/302 du Conseil économique et social]	4-15 mars	New York	24 E	I (AARCEFR)	T —
38. Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, cinquième session [résolution 1992/1 du Conseil économique et social]	5-14 mars	Vienne	40 G	I (AARCEFR)	T —
39. Commission pour la prévention du crime et la justice pénale — Réunion du Comité plénier et des groupes de travail [décision 1995/242 du Conseil économique et social]	5-14 mars	Vienne	40 G	I (AARCEFR)	T —

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
40. Comité des droits de l'homme — Groupe de travail chargé d'examiner les communications [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]	11-15 mars	New York	9 E	I (AEFR)	T — Trois sessions par an
41. Commission du développement durable — Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts, deuxième session [décision 1995/226 du Conseil économique et social]	11-15 mars	Genève	193 G	I (AArCEFR)	T —
42. UNITAR — Conseil d'administration, trente-quatrième session, première partie [résolutions 1934 (XVIII) et 47/227 de l'Assemblée générale]	11-15 mars (2 ou 3 jours)	Genève	28 E	I (AArEFR)	T — Une session en deux parties par an
43. Commission de la condition de la femme, quarantième session [résolutions 11 (II), 1147 (XL) et 1987/21 du Conseil économique et social]	11-22 mars	New York	45 G	I (AArCEFR)	T — Une session par an
44. Commission de la condition de la femme — Groupe de travail chargé d'examiner le rapport relatif aux éléments d'un protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes [décision 1995/29 du Conseil économique et social]	11-22 mars	New York	45 G	I (AArCEFR)	T —
45. Autorité internationale des fonds marins — Assemblée, deuxième session, première partie [résolution 48/263 de l'Assemblée générale]	11-29 mars	Kingston	160 G	I (AArCEFR)	T —
46. Comité des droits de l'homme, cinquante-sixième session [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]	18 mars-4 avril	New York	18 E	I (AArEFR)	T SR Trois sessions par an
47. Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique — Sous-Comité juridique, trente-cinquième session [résolution 1472 (XIV) de l'Assemblée générale]	18 mars-4 avril	Vienne	61 G	I (AArCEFR)	T SR Une session par an

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
48. Commission des droits de l'homme, cinquante-deuxième session [résolution 9 (II) du Conseil économique et social]	18 mars-26 avril	Genève	53 G	I (AArCEFR)	T	SR	Une session par an
49. Conseil d'administration du PNUD/FNUAP (deuxième session ordinaire) [résolutions 209 (XX) et 48/162 de l'Assemblée générale]	25-29 mars	New York	36 G	I (AArCEFR)	T	—	—
50. CNUCED — Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication, quatorzième session [résolution 1982/67 du Conseil économique et social et résolution 49/130 de l'Assemblée générale]	Mars (1 semaine)	Genève	34 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
51. Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage, troisième session [résolution 46/122 de l'Assemblée générale]	Mars (1 semaine)	Genève	5 E	I (AEF)	T	—	Une session par an
52. Assemblée générale, reprise de la cinquantième session consacrée à la question "Administration publique et développement" [résolution 49/136 de l'Assemblée générale]	Mars-avril (2 semaines)	New York	185 G	I (AArCEFR)	T	PV/SR ^c	—
53. Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	Mars/avril (1 séance)	New York	12 E	—	—	—	Trois sessions d'une séance chacune par an
54. Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1654 (XVI) de l'Assemblée générale]	Mars/juillet (3 à 5 séances par semaine)	New York	24 G	I (AArCEFR)	T	PV ^b	Deux sessions par an

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
55. Commission des Nations Unies pour le droit commercial international — Groupe de travail sur le droit de l'insolvabilité, dix-neuvième session [résolution 33/92 de l'Assemblée générale]	1er-12 avril	New York	36 G	I (AArCEFR)	Deux sessions par an
56. Comité spécial des opérations de maintien de la paix et son Groupe de travail, session de fond [résolution 48/42 de l'Assemblée générale]	1er-26 avril	New York	34 G	I (AArCEFR)	Une session par an
57. Réunion des États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, huitième session [résolution 34/180 de l'Assemblée générale]	2 avril	New York	139 G	I (AArCEFR)	Une session tous les deux ans
58. UNICEF — Conseil d'administration, deuxième session ordinaire [résolutions 57 (I) et 48/162 de l'Assemblée générale]	8-12 avril	New York	36 G	I (AArCEFR)	—
59. Commission du développement durable, quatrième session [décision 1993/207 du Conseil économique et social]	8 ou 15-26 avril	New York	53 G	I (AArCEFR)	Une session par an
60. Groupe spécial d'experts gouvernementaux chargé d'étudier la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction [résolution 49/86 de l'Assemblée générale]	9-19 avril	Genève	132 G	I (AArCEFR)	—
61. CFPI, quarante-troisième session [résolution 3357 (XXIX) de l'Assemblée générale]	9 avril-3 mai	Vienne	15 E	I (AEFR)	Deux sessions par an
62. CEE, cinquante et unième session [résolution 36 (IV) du Conseil économique et social]	15-23 avril	Genève	55 G	I (AFR)	Une session par an

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
63. Commission du désarmement [résolution S-10/2 de l'Assemblée générale]	15 avril-10 mai	New York	185 G	I (AArCEFR)	PV Une session par an
64. Commission de statistique — Groupe de travail sur les programmes internationaux de statistiques et la coordination, dix-huitième session [résolution 1306 (XLIV) du Conseil économique et social]	16-19 avril	New York	10-12 G	I (AArCEFR)	— Une session tous les deux ans
65. Commission des stupéfiants, trente-neuvième session [résolutions 9 (I) et 1991/39 du Conseil économique et social]	16-25 avril	Vienne	53 G	I (AArCEFR)	— Une session par an
66. Comité plénier de la Commission des stupéfiants [résolution 1991/39 du Conseil économique et social]	18-23 avril	Vienne	53 G	I (AArCEFR)	— Une session par an
67. Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer [résolutions 37/66 et 49/28 de l'Assemblée générale]	30 avril-10 mai	New York	160 G	I (AArCEFR)	—
68. Comité contre la torture, seizième session [résolution 39/46 A de l'Assemblée générale]	30 avril-10 mai	Genève	10 E	I (AEFR)	SR Deux sessions par an
69. Comité des droits économiques, sociaux et culturels, quatorzième session [résolutions 1982/33, 1985/17 et 1995/39 du Conseil économique et social]	30 avril-17 mai	Genève	18 E	I (AArCEFR)	SR Une session par an
70. Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones [résolution 40/131 de l'Assemblée générale]	Avril (1 semaine)	Genève	5 E	I (AEFR)	— Une session par an
71. Comité du programme et de la coordination, session d'organisation [résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social et résolution 31/93 de l'Assemblée générale]	Avril (1 jour)	New York	34 G	I (AArCEFR)	— Une session par an

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
72. CEA — Comité technique préparatoire plénier, dix-septième session [résolution 671 (XXV) du Conseil économique et social]	Avril	Addis-Abeba	51 G	I (AArF)	Une session par an
73. Comité chargé des organisations non gouvernementales [résolution 3 (II) et 1296 (XLIV) et décision 1995/304 du Conseil économique et social]	Avril/mai (2 semaines)	New York	24 G	I (AArCEFR)	Une session par an
74. Commission des droits de l'homme — Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités — Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage [décision 16 (LVI) du Conseil économique et social]	Avril/mai (8 jours)	Genève	5 E	I (AEFR)	Une session par an
75. Commission des droits de l'homme — Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités — Groupe de travail sur les minorités [décision 1995/31 du Conseil économique et social]	Avril/mai (1 semaine)	Genève	5 E	À déterminer	—
76. CEA — Vingt-deuxième réunion de la Conférence des ministres, trente et unième session de la Commission [résolution 671 (XXV) du Conseil économique et social]	Avril/mai	Addis-Abeba	51 G	I (AArF)	Une session par an
77. CESAP, cinquante-deuxième session [résolutions 37 (IV), 69 (V) et 723 B (XXVIII) du Conseil économique et social]	Avril/mai	Bangkok	48 G	I (ACFR)	Une session par an
78. CEPALC, vingt-sixième session [résolution 106 (VI) du Conseil économique et social, décision 1985/188 du Conseil et résolution 465 (XX) de la CEPALC]	Avril/mai	San José	42 G	I (AEF)	Une session sous les deux ans

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
79. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires [résolution 173 (II) de l'Assemblée générale]	1er mai-12 juillet	New York/ Genève/Vienne/ Commission régionale/ mission de maintien de la paix	16 E	I (AArCEFR)	T — Deux sessions par an
80. Conseil économique et social, reprise de la session d'organisation [Charte]	2 et 3 mai	New York	54 G	I (AArCEFR)	T SR
81. Comité des placements [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	6 mai	New York	9 E	—	— Quatre ou cinq réunions par an
82. Comité de l'information, dix-huitième session [résolution 33/15 C de l'Assemblée générale]	6-17 mai	New York	88 G	I (AArCEFR)	T — Une session par an
83. Organe international de contrôle des stupéfiants, soixantième session [Convention unique sur les stupéfiants de 1961, art. 11]	13-24 mai	Vienne	18 E	I (AArEFR)	T — Deux ou trois sessions par an
84. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail de la détention arbitraire, quinzième session [décision 1994/279 du Conseil économique et social]	20-24 mai	Genève	5 E	I (AEF)	T —
85. Comité des droits économiques, sociaux et culturels — Groupe de travail de présession [résolution 1988/4 du Conseil économique et social]	20-24 mai	Genève	5 E	I (AEFR)	T — Deux sessions par an
86. Comité des droits de l'enfant, douzième session [résolutions 44/25, 47/112 et 49/211 de l'Assemblée générale]	20 mai-7 juin	Genève	10 E	I (AArCEFR)	T SR Trois sessions par an
87. CNUDCI, vingt-neuvième session [résolution 2205 (XXI) de l'Assemblée générale]	28 mai-14 juin	New York	36 G	I (AArCEFR)	T SR Une session par an

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
88. Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, quinzième session [résolution 36/151 de l'Assemblée générale]	Mai (8 jours)	Genève	5 E	I (AEF)	— Une session par an
89. Conférence du désarmement, deuxième partie [résolutions 1722 (XVI), S-10/2 et 34/83 L de l'Assemblée générale]	Mai/juin (7 semaines)	Genève	40 G	I (AARCEFR)	PV Une session en trois parties par an
90. Comité du programme et de la coordination, trente-sixième session, première partie [résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social et résolution 31/93 de l'Assemblée générale]	Mai/juin (4 semaines)	New York	34 G	I (AARCEFR)	— Une session par an
91. Séminaire sur le droit international [résolution 49/51 de l'Assemblée générale]	Mai/juin (3 semaines)	Genève	30 G	I (AEF)	— Une session par an
92. Commission du droit international, quarante-huitième session [résolution 174 (II) de l'Assemblée générale]	Mai/juillet (12 semaines)	Genève	34 E	I (AARCEFR)	SR Une session par an
93. UNICEF — Conseil d'administration, session annuelle [résolutions 57 (I) et 48/162 de l'Assemblée générale]	3-7 juin	New York	36 G	I (AARCEFR)	— Une session par an
94. Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies — Comité d'actuaire [résolution 1561 (XV) de l'Assemblée générale, art. XXIX]	3-7 juin	New York	5 E	I (AR)	— Une session par an
95. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, quarante-huitième session [décision 1995/266 du Conseil économique et social]	3-7 juin	New York	5 E	I (AAREF)	— Une session par an
96. Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, trente-neuvième session [résolution 1472 A (XIV) de l'Assemblée générale]	3-14 juin	Vienne	61 G	I (AARCEFR)	PV Une session par an

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
97. Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) [résolution 47/180 de l'Assemblée générale]	3-14 juin*	Istanbul	193 G	I (AARCEFR)	T —
98. Comité des droits de l'enfant — Groupe de travail de présession [résolutions 44/25, 47/112 et 49/211 de l'Assemblée générale]	10-14 juin	Genève	5 E	I (AARCEFR)	T — Trois sessions par an
99. Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques, dix-huitième session [résolutions 715 A (XXVII) et 1314 (XLIV) du Conseil économique et social]	10-21 juin	New York	80 E	I (AARCEFR)	T —
100. Conseil d'administration du PNUD/FNUAP, session annuelle [résolutions 2029 (XX) et 48/162 de l'Assemblée générale]	10-21 juin	Genève	36 G	I (AARCEFR)	T — Une session par an
101. Comité des contributions, cinquante-septième session [résolution 173 (II) de l'Assemblée générale]	10-28 juin	New York	18 E	I (AARCEFR)	T — Une session par an
102. Conseil consultatif pour les questions de désarmement [résolution 37/99 K de l'Assemblée générale]	17-21 juin	New York	25 E	I (AARCEFR)	T — Une session par an
103. Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants, quarante-cinquième session [résolution 913 (X) de l'Assemblée générale]	17-21 juin	Vienne	21 G	I (ACEFR)	T — Une session par an
104. Conseil économique et social, session de fond [Charte]	24 juin-26 juillet	New York	54 G	I (AARCEFR)	T SR Une session par an
105. Comité des commissaires aux comptes [résolution 74 (I) de l'Assemblée générale]	26-28 juin	New York	3 E	—	— Une session par an

* La Conférence sera précédée de deux jours de consultations les 1er et 2 juin, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale lors de sa cinquantième session.

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
106. Commission sur les limites du plateau continental, première session [art. 2 5) de l'annexe II de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer]	Juin (1 semaine)	New York	21 G	I (AArCEFR)	—
107. CNUCED — Groupe de travail sur le plan à moyen terme et le budget-programme, vingt-septième session [résolution 114 (V) de la CNUCED et décision 156 (XVII) du Conseil du commerce et du développement]	Première moitié (1 semaine)	Genève	^d	I (AArCEFR)	—
108. CNUCED — Colloque régional à l'intention des États en développement sans littoral d'Asie centrale ayant récemment accédé à l'indépendance [résolution 49/102 de l'Assemblée générale]	Première moitié (4 jours)	Genève	À déterminer	I (AArCEFR)	—
109. CNUCED — Comité préparatoire de la Conférence chargée de l'examen de la Convention des Nations Unies relative à un code de conduite des conférences maritimes [art. 52 de la Convention]	Première moitié	Genève	À déterminer	I (AArCEFR)	—
110. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, neuvième session [résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale]	Première moitié*	Genève	^d	I (AArCEFR)	—
111. Commission des stupéfiants — Réunion des chefs des services de répression compétents en matière de drogue de pays de la région africaine [résolution 1985/11 du Conseil économique et social]	Deuxième trimestre	Addis-Abeba	51 G	I (AArF)	—
112. Commission des stupéfiants — Sous-Commission du trafic illicite des drogues et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient [résolution 1776 (LIV) du Conseil économique et social]	Deuxième trimestre	Une capitale de la région	20 G	I (AArF)	—

* Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale lors de sa cinquantième session.

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
113. Comité des droits de l'homme — Groupe de travail chargé d'examiner les communications [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]	1er-5 juillet	Genève	9 E	I (AEFR)	T — Trois sessions par an
114. Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses — Sous-Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses, douzième session [résolution 1989/104 du Conseil économique et social]	1er-12 juillet	Genève	14 G	I (ACFR)	T — Une ou deux sessions par an
115. Groupe spécial d'experts gouvernementaux chargé d'étudier la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction [résolution 49/86 de l'Assemblée générale]	1er-26 juillet	Genève	132 G	I (AArCEFR)	T —
116. Tribunal administratif des Nations Unies [résolution 351 A (IV) de l'Assemblée générale]	1er juillet/2 août (5 semaines)	Genève	7 E	I (AF)	T PV ^e Deux sessions par an
117. CNUDCI — Groupe de travail des pratiques en matière de contrats internationaux, vingt-cinquième session [résolution 33/92 de l'Assemblée générale]	8-19 juillet	New York	36 G	I (AArCEFR)	T — Deux sessions par an
118. Comité des droits de l'homme, cinquante-septième session [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]	8-26 juillet	Genève	18 E	I (AArEFR)	T SR Trois sessions par an
119. Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer [résolutions 37/66 et 49/28 de l'Assemblée générale]	29 juillet-2 août	New York	160 G	I (AArCEFR)	T —
120. CFPI, quarante-quatrième session [résolution 3357 (XXIX) de l'Assemblée générale]	29 juillet-9 août	New York	15 E	I (AEFR)	T — Deux sessions par an

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
121. Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies [résolutions 248 (III) et 46/220 de l'Assemblée générale]	Juillet (2 semaines)	Turin	33 E	I (AF)	T — Une session tous les deux ans
122. Commission des droits de l'homme — Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités — Groupe de travail sur les populations autochtones [résolution 1982/34 du Conseil économique et social]	Juillet (1 semaine)	Genève	5 E	I (ACEFR)	T — Une session par an
123. Commission des droits de l'homme — Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités — Groupe de travail chargé d'examiner les communications [résolution 1503 (XLV/III) du Conseil économique et social]	Juillet (1 semaine)	Genève	5 E	I (AEFR)	T — Une session par an
124. Comité des placements [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	Juillet (1 jour)	Turin	9 E	—	— Quatre ou cinq réunions par an
125. Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies — Comité permanent [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	Juillet (1 jour)	Turin	15 E	I (AF)	T — Une session par an
126. Commission des droits de l'homme — Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, quarante-huitième session [résolution 9 (II) du Conseil économique et social]	Juillet/août (4 semaines)	Genève	26 E	I (AArCEFR)	T SR Une session par an
127. Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1654 (XVI) de l'Assemblée générale]	Juillet/août (20 séances)	New York	24 G	I (AArCEFR)	T PV ^b Deux sessions par an

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
128. Autorité internationale des fonds marins — Assemblée, deuxième session, deuxième partie [résolution 48/263 de l'Assemblée générale]	5-16 août	Kingston	160 G	I (AARCEFR)	T —
129. Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, quarante-neuvième session [résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale]	5-23 août	Genève	18 E	I (ACEFR)	T SR Deux sessions par an
130. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires — quarante-neuvième session [décision 1995/266 du Conseil économique et social]	19-23 août	Genève	5 E	I (AAEF)	T —
131. Conférence du désarmement, troisième partie [résolutions 1722 (XVI), S-10/2 et 34/83 L de l'Assemblée générale]	Août/septembre (7 semaines)	Genève	40 G	I (AARCEFR)	T PV Une session en trois parties par an
132. Comité du programme et de la coordination, trente-sixième session, deuxième partie [résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social et résolution 31/93 de l'Assemblée générale]	Août/septembre (2 semaines)	New York	34 G	I (AARCEFR)	T — Une session par an
133. UNITAR — Conseil d'administration, trente-quatrième session, deuxième partie [résolutions 1934 (XVIII) et 47/227 de l'Assemblée générale]	2-6 septembre (2 ou 3 jours)	Genève	28 E	I (AAEF)	T — Une session en deux parties par an
134. Comité intergouvernemental de négociation pour l'élaboration d'une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, neuvième session [résolution 47/188 de l'Assemblée générale]	3-13 septembre	New York	193 G	I (AARCEFR)	T —
135. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires [résolution 173 (II) de l'Assemblée générale]	3 septembre-décembre	New York	16 E	I (AARCEFR)	T — Deux sessions par an

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
136. Conseil d'administration du PNUD/FNUAP, troisième session ordinaire [résolutions 2029 (XX) et 48/162 de l'Assemblée générale]	9-13 septembre	New York	36 G	I (AArCEFR)	T —
137. CNUCED — Groupe de travail sur le plan à moyen terme et le budget-programme, vingt-huitième session [résolution 114 (V) de la CNUCED et décision 156 (XVII) du Conseil du commerce et du développement]	9-13 septembre	Genève	À déterminer	I (AArCEFR)	T — Une ou deux sessions par an
138. Groupe spécial d'experts gouvernementaux chargé d'étudier la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction [résolution 49/86 de l'Assemblée générale]	9-27 septembre	Genève	À déterminer	I (AArCEFR)	T —
139. Quinzième Réunion des États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]	12 septembre	New York	124 G	I (AArCEFR)	T SR Une session tous les deux ans
140. Comité des placements [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	16 septembre	New York	9 E	—	— Quatre ou cinq réunions par an
141. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail de la détention arbitraire, seizième session [décision 1994/279 du Conseil économique et social]	16-20 septembre	Genève	5 E	I (AEF)	T —
142. UNICEF — Conseil d'administration, troisième session ordinaire [résolution 57 (I) et 48 (162) de l'Assemblée générale]	16-26 septembre*	New York	36 G	I (AArCEFR)	T —
143. Assemblée générale, cinquante et unième session [Charte]	17 septembre-décembre	New York	185 G	I (AArCEFR)	T PV/SR ^c

* Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale.

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
144. CNUCED — Conseil du commerce et du développement, quarante-deuxième session, deuxième partie [résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale et résolution 114 (V) de la CNUCED]	23 septembre-4 octobre	Genève	^d	I (AArCEFR)	T — Une session en deux parties par an
145. Comité des droits de l'enfant, treizième session [résolutions 44/25, 47/112 et 49/211 de l'Assemblée générale]	23 septembre-11 octobre	Genève	10 E	I (AArCEFR)	T SR Trois sessions par an
146. Commission sur les limites du plateau continental, reprise de la première session [art. 2 5] de l'annexe II de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer]	Septembre (2 semaines)	New York	21 G	I (AArCEFR)	T —
147. Comité scientifique et technique de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles, huitième session [résolution 44/236 de l'Assemblée générale]	Septembre (1 semaine)	Genève	25 E	I (AArCEFR)	T — Une session par an
148. UNRWA — Commission consultative [résolution 302 (IV) de l'Assemblée générale]	Septembre (1 jour)	Vienne	10 G	I (AArF)	T — Une session par an
149. Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	Septembre/octobre (1 séance)	New York	12 E	—	— — Trois sessions d'une séance chacune par an
150. Commission des stupéfiants — Réunion des chefs des services de répression compétents en matière de drogues des pays de la région de l'Asie et du Pacifique [résolutions 1985/11 et 1988/15 du Conseil économique et social]	Troisième trimestre (1 semaine)	Bangkok	48 G	I (ACFR)	T — Une session par an
151. Commission des stupéfiants — Réunion des chefs des services de répression compétents en matière de drogues des pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes [résolutions 1987/34 et 1988/15 du Conseil économique et social]	Troisième trimestre (1 semaine)	Santiago	42 G	I (AEF)	T — Une session par an

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
152. CNUCED — Groupe intergouvernemental d'experts des pratiques commerciales restrictives, quinzième session [résolution 35/63 de l'Assemblée générale]	7-11 octobre	Genève	^d	I (AARCEFR)	Une session par an
153. CNUDCI — Groupe de travail sur le droit de l'insolvabilité, vingtième session [résolution 33/92 de l'Assemblée générale]	7-18 octobre	Vienne	36 G	I (AARCEFR)	Deux sessions par an
154. Comité des droits de l'homme — Groupe de travail chargé d'examiner les communications [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]	14-18 octobre	Genève	9 E	I (AEFR)	Trois sessions par an
155. Comité des droits de l'enfant — Groupe de travail de présession [résolutions 44/25, 47/112 et 49/211 de l'Assemblée générale]	14-18 octobre	Genève	5 E	I (AARCEFR)	Trois sessions par an
156. CNUCED — Commission de l'investissement international et des sociétés transnationales, vingt-deuxième session [résolution 1913 (LVII) du Conseil économique et social et résolution 49/130 de l'Assemblée générale]	14-18 octobre	Genève	48 G	I (AARCEFR)	Une session par an
157. CNUCED — Conférence chargée de l'examen de la Convention des Nations Unies relative à un code de conduite des conférences maritimes [art. 52 de la Convention]	21 octobre-1er novembre	Genève	À déterminer	I (AARCEFR)	—
158. Comité des droits de l'homme, cinquante-huitième session [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]	21 octobre-8 novembre	Genève	18 E	I (AARCEFR)	Trois sessions par an
159. Organe international de contrôle des stupéfiants, soixante et unième session [Convention unique sur les stupéfiants de 1961, art. 11]	28 octobre-14 novembre	Vienne	13 E	I (AARCEFR)	Deux ou trois sessions par an
160. HCR — Comité exécutif, quarante-septième session [résolution 1166 (XII) de l'Assemblée générale]	Octobre (1 semaine)	Genève	50 G	I (AARCEFR)	Une session par an

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
161. Réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination [résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social et résolution 31/93 de l'Assemblée générale]	Octobre (3 jours)	New York	34 G 27 ST	I (AARCEFR)	T — Une session par an
162. Comité administratif de coordination, seconde session ordinaire [résolution 13 (III) du Conseil économique et social]	Octobre (2 ou 3 jours)	New York	27 ST	I (AF)	T — Deux sessions par an
163. Conseil de haut niveau pour la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles, cinquième session [résolution 44/236 de l'Assemblée générale]	Octobre (1 jour)	Genève	6 E	I (AARCEFR)	T — Une session par an
164. Tribunal administratif des Nations Unies [résolution 351 (IV) de l'Assemblée générale]	Octobre/novembre (5 semaines)	New York	7 E	I (AF)	T PV ^e Deux sessions par an
165. Comité contre la torture, dix-septième session [résolution 39/46 A de l'Assemblée générale]	11-22 novembre	Genève	10 E	I (AEFR)	T SR Deux sessions par an
166. CNUDCI — Groupe de travail des pratiques en matière de contrats internationaux, vingt-sixième session [résolution 33/92 de l'Assemblée générale]	11-22 novembre	Vienne	36 G	I (AARCEFR)	T — Deux sessions par an
167. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires — cinquième session [décision 1995/266 du Conseil économique et social]	13-22 novembre	Genève	5 E	I (AARFEF)	T — Quatre ou cinq réunions par an
168. Comité des placements [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	25 novembre	New York	9 E	—	— — —
169. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail de la détention arbitraire, dix-septième session [décision 1994/279 du Conseil économique et social]	27 novembre-6 décembre	Genève	5 E	I (AEF)	T — —

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
170. Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien — Séance spéciale pour célébrer la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien [résolutions 32/40 B et 33/28 de l'Assemblée générale]	29 novembre	New York	23 G	I (AArCEFR)	T PV
171. Comité des droits économiques, sociaux et culturels, quinzième session [résolutions 1982/33, 1985/17 et 1995/39 du Conseil économique et social]	Novembre (2 semaines)	Genève	18 E	I (AArCEFR)	T SR Deux sessions par an
172. Comité des droits économiques, sociaux et culturels — Groupe de travail de présession [résolutions 1982/33, 1985/17 et 1995/39 du Conseil économique et social]	Novembre (1 semaine)	Genève	5 E	I (AEFR)	T — Deux sessions par an
173. Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions aux activités de développement [résolution 32/197 de l'Assemblée générale]	Novembre (1 jour)	New York	193 G	I (AArCEFR)	T —
174. Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient [résolution 1729 (XVI) de l'Assemblée générale]	Novembre (1 séance)	New York	193 G	I (AArCEFR)	T — Une réunion par an
175. Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires au Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés [résolution 1729 (XVI) de l'Assemblée générale]	Novembre (1 séance)	New York	193 G	I (AArCEFR)	T — Une réunion par an
176. Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses, dix-neuvième session [résolutions 645 G (XXII) et 1989/104 du Conseil économique et social]	2-13 décembre	Genève	14 G	I (ACFR)	T — Une session tous les deux ans

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
177. Groupe de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique [résolution 347 (IV) de l'Assemblée générale]	3-11 décembre	New York	9 E	I (AF)	Une session par an
178. Comité des commissaires aux comptes [résolution 74 (I) de l'Assemblée générale]	12 et 13 décembre	New York	3 E	—	—
179. Groupe spécial d'experts de la coopération internationale en matière fiscale [résolutions 1273 (XLIII) et 1765 (LIV) du Conseil économique et social]	Décembre (1 semaine)	Genève	25 E	I (AEF) T	Une session tous les deux ans
180. ONU — Conseil, quarante-troisième session [résolution 3081 (XXVIII) de l'Assemblée générale]	Décembre (1 semaine)	Tokyo	28 E	I (AF) T	Une session par an
181. PNUD — Réunion consultative interorganisations [résolution 32/197 de l'Assemblée générale]	Décembre (3 jours)	New York	33 ST	—	—
182. Comité consultatif pour le Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international, trente et unième session [résolution 2099 (XX) de l'Assemblée générale]	Décembre (2 jours)	New York	13 G	I (AArCEFR) T	Une session par an
183. Commission du désarmement, session d'organisation [résolution S-10/2 de l'Assemblée générale]	Décembre (2 jours)	New York	185 G	I (AArCEFR) T	Une session par an
184. CNUCED — Comité spécial des préférences, vingt-troisième session [résolution 77 (III) de la CNUCED]	Quatrième trimestre (1 semaine)	Genève	^e	I (AArCEFR) T	Une session par an
185. Conseil de tutelle (et ses comités de rédaction) [Charte]	Selon les besoins	New York	5 G	I (ACFR) T	PV ^b Selon les besoins
186. Conseil de sécurité [Charte]	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR) T	PV Selon les besoins

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
187. Conseil de sécurité — Comité d'experts [décision prise par le Conseil de sécurité à sa première séance, en 1946]	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
188. Conseil de sécurité — Comité d'experts créé par le Conseil de sécurité à sa 1506e séance	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
189. Conseil de sécurité — Comité d'admission de nouveaux membres [décision prise par le Conseil de sécurité à sa 42e séance, en 1946]	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
190. Conseil de sécurité — Comité du Conseil de sécurité pour les réunions hors Siège du Conseil [décision prise par le Conseil de sécurité à sa 1625e séance]	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
191. Conseil de sécurité — Commission créée en application de la résolution 446 (1979)	Selon les besoins	New York	3 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
192. Conseil de sécurité — Comité spécial créé en application de la résolution 507 (1982) du Conseil de sécurité	Selon les besoins	New York	4 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
193. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
194. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 724 (1991) concernant la Yougoslavie	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
195. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 748 (1992) concernant la Jamahiriya arabe libyenne	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
196. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
197. Conseil de sécurité — Commission ad hoc créée par la résolution 794 (1992) du Conseil de sécurité	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
198. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 864 (1993) concernant l'Angola	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
199. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 918 (1994) concernant le Rwanda	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
200. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 985 (1995) concernant le Libéria	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
201. Conseil de sécurité — Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies créée en application de la résolution 687 (1991)	Selon les besoins	Genève	15 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
202. Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 [résolution 808 (1993) du Conseil de sécurité et résolution 47/235 de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	La Haye	11 E	I (AF)	T — Selon les besoins
203. Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 [résolution 955 (1994) du Conseil de sécurité]	Selon les besoins	Arusha	11 E	I (AF)	T — Selon les besoins
204. Comité spécial des opérations de maintien de la paix et son groupe de travail [résolution 2006 (XIX) de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	34 G	I (AArCEFR)	T — Selon les besoins
205. Comité des relations avec le pays hôte [résolution 2819 (XXVI) de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T — Selon les besoins

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
206. Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien [résolution 3376 (XXX) de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	23 G	I (AARCEFR)	SR Selon les besoins
207. Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine [résolution 194 (III) de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	3 G	I (AF)	— Selon les besoins
208. Comité des conférences [résolution 43/222 B de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	21 G	I (AARCEFR)	— Selon les besoins
209. Conseil d'administration du PNUD/FNUAP, réunions d'information et consultations officielles [résolutions 2029 (XX) et 48/162 de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	36 G	I (AARCEFR)	— Selon les besoins
210. UNICEF — Conseil d'administration, réunions d'information et consultations officielles [résolutions 57 (I) et 48/162 de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	36 G	I (AARCEFR)	— Selon les besoins
211. CNUCED — Autres conférences et réunions sur les produits de base [décision 7 (I) du Conseil du commerce et du développement]	Selon les besoins (12 semaines au maximum)	Genève	^d	I (AARCEFR)	— Selon les besoins
212. CNUCED — Autres groupes de travail, groupes d'étude et groupes d'experts (convoqués dans chaque cas en vertu d'une résolution spéciale)	Selon les besoins (10 semaines au maximum)	Genève	G ou E	I (AARCEFR)	— Selon les besoins
213. CNUCED — Autres réunions de groupes de travail spéciaux [décision 398 (XXXVIII) du Conseil du commerce et du développement]	Selon les besoins (8 semaines au maximum)	Genève	^d	I (AARCEFR)	— Selon les besoins
214. Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif [résolution 957 (X) de l'Assemblée générale]	Si nécessaire	New York	29 G	I (AARCEFR)	PV Si nécessaire

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
215. Comité de la planification du développement, trente-deuxième session [résolutions 1079 (XXXIX) et 1625 (LI) du Conseil économique et social]	À déterminer (1 semaine)	New York	24 E	I (AARCEFR)	Une session par an
216. Commission du développement durable — Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts, troisième session [décision 1995/226 du Conseil économique et social]	À déterminer (1 semaine)	New York	193 G	I (AARCEFR)	—
217. Réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme [résolutions 46/111 et 49/178 de l'Assemblée générale]	À déterminer (1 semaine)	Genève	8 E	I (AEF)	Une session par an
218. Première réunion des États parties à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille [résolution 45/158 de l'Assemblée générale]	À déterminer (1 jour)	New York	À déterminer	I (AARCEFR)	Une session tous les deux ans après l'entrée en vigueur de la Convention
219. Comité consultatif du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, trente-sixième session [résolutions 31/133 et 39/125 de l'Assemblée générale]	À déterminer	New York	5 G	—	Deux sessions par an
220. Comité consultatif du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, trente-septième session [résolutions 31/133 et 39/125 de l'Assemblée générale]	À déterminer	New York	5 G	—	Deux sessions par an
221. Comité consultatif du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe [résolution 2431 (XXIII) de l'Assemblée générale]	À déterminer	New York	13 G	I (AEFR)	Selon les besoins
222. Comité de la planification du développement — Groupe de travail I [résolutions 1079 (XXXIX) et 1625 (LI) du Conseil économique et social]	À déterminer	New York	24 E	I (AARCEFR)	Une session par an

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
223. Comité de la planification du développement — Groupe de travail II [résolutions 1079 (XXXIX) et 1625 (L)] du Conseil économique et social]	À déterminer	New York	24 E	I (AArCEFR)	T — Une session par an
224. Comité de la planification du développement — Groupe de travail III [résolutions 1079 (XXXIX) et 1625 (L)] du Conseil économique et social]	À déterminer	New York	24 E	I (AArCEFR)	T — Une session par an
225. Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille [résolution 45/158 de l'Assemblée générale]	À déterminer	Genève	14 E	I (AArCEFR)	T SR Une session par an après l'entrée en vigueur de la Convention
226. Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme [décision 1993/283 du Conseil économique et social]	À déterminer	Genève	5 E	À déterminer	T — Une session par an
227. Réunion entre le secrétariat de l'Organisation de la Conférence islamique et les secrétariats de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes des Nations Unies [résolution 37/4 de l'Assemblée générale]	À déterminer	À déterminer	27 ST	I (AArF)	T — Une session par an
228. Réunion des représentants du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et du Secrétariat général de la Ligue des États arabes [résolution 45/82 de l'Assemblée générale]	À déterminer	À déterminer	27 ST	I (AArF)	T — Une session par an
229. Conseil mondial de l'alimentation, session ministérielle [résolution 3348 (XXIX) de l'Assemblée générale]	À déterminer	À déterminer	36 G	I (AArCEFR)	T — Une session par an

B. Liste des organes dont les mandats devront être renouvelés par l'Assemblée générale à sa cinquantième session

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
--------	--------------	-----------------	---------	---------------------------------	-----------

Quatorzième Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions au Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement	Octobre (1 jour)	New York	193 G	I (AArCEFR)	T	—
Comité spécial de l'océan Indien	À déterminer	New York	44 G	I (AArCEFR)	T	SR
Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation	À déterminer	New York	47 G	I (AArCEFR)	T	—
Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	À déterminer	New York	9 G	I (AF)	T	—
Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés	À déterminer	Genève	3 G	I (AArF)	T	PV ^c

^a Les langues dans lesquelles des services d'interprétation seront assurés sont indiquées. Les langues dans lesquelles des services de traduction seront assurés et des comptes rendus ou procès-verbaux établis varient selon le règlement intérieur applicable à l'organe intéressé et, dans le cas de certains groupes de travail et organes analogues, selon les besoins réels lorsque ceux-ci sont inférieurs à ceux que prévoit le règlement intérieur.

^b Pour les séances plénières seulement.

^c L'usage est de n'établir de procès-verbaux que pour les séances plénières et les séances de la Première Commission.

^d Ouvert à la participation de tous les États membres de la CNUCED intéressés (résolution 80 (III) de la Conférence, par. 9).

^e En cas d'auditions.

C. Projet de calendrier des conférences et réunions des principaux organes des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, 1996

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion
1. OMS — Conseil exécutif, quatre-vingt-dix-septième session	15-24 janvier	Genève
2. OACI — Comité, cent quarante-septième session	15 janvier-2 février	Montréal
3. FIDA — Conseil d'administration, dix-neuvième session	17-19 janvier	Rome
4. OACI — Conseil, cent quarante-septième session	19 février-22 mars	Montréal
5. OIT — Conseil d'administration du BIT (et ses commissions et comités), deux cent soixante-cinquième session	14-28 mars	Genève
6. AIEA — Conseil des gouverneurs	18 mars	Vienne
7. UPU — Conseil d'exploitation postale	15-26 avril	Berne
8. OACI — Comité, cent quarante-huitième session	22 avril-10 mai	Montréal
9. ONUDI — Conseil du développement industriel, quinzième session	6-10 mai	Vienne
10. AIEA — Comité administratif et budgétaire	13-16 mai	Vienne
11. OMS — Assemblée mondiale de la santé, quarante-neuvième session	20-25 mai	Genève
12. OMS — Conseil exécutif, quatre-vingt-dix-huitième session	27 et 28 mai	Genève
13. OACI — Conseil, cent quarante-huitième session	27 mai-28 juin	Montréal
14. UNESCO — Conseil exécutif, cent quarante-neuvième session	Mai/juin	Paris
15. OIT — Conférence générale, quatre-vingt-troisième session	4-21 juin	Genève
16. AIEA — Conseil des gouverneurs	10 juin	Vienne
17. OMM — Conseil exécutif, quarante-huitième session	11-21 juin	Genève
18. OIT — Conseil d'administration du BIT (et ses commissions et comités), deux cent soixante-sixième session	22 juin	Genève
19. OMI — Conseil, soixante-seizième session	Juin	Londres
20. UIT — Conseil	Juin	Genève
21. ONUDI — Comité des programmes et des budgets, douzième session	2-6 septembre	Vienne
22. AIEA — Conseil des gouverneurs	9 septembre	Vienne
23. AIEA — Conférence générale	16-20 septembre	Vienne
24. AIEA — Conseil des gouverneurs	23 septembre	Vienne
25. OMPI — Organes directeurs	23 septembre-2 octobre	Genève
26. OACI — Comité, cent quarante-neuvième session	23 septembre-18 octobre	Montréal
27. UPU — Conseil d'administration	Septembre ou octobre	Berne
28. FMI/Banque mondiale — Assemblées annuelles des Conseils des gouverneurs	1er-3 octobre	Washington
29. UNESCO — Conseil exécutif, cent cinquantième session	Octobre	Paris
30. OIT — Conseil d'administration du BIT (et ses commissions et comités), deux cent soixante-septième session	7-21 novembre	Genève
31. OACI — Conseil, cent quarante-neuvième session	12 novembre-13 décembre	Montréal
32. ONUDI — Conseil du développement industriel, seizième session	18-22 novembre	Vienne

Organe	Dates (1996)	Lieu de réunion
33. FAO — Conseil, cent onzième session	19-28 novembre	Rome
34. OMI — Conseil, soixante-dix-septième session	Novembre	Londres
35. AIEA — Conseil des gouverneurs	5 décembre	Vienne

D. Projet de calendrier des conférences et réunions de l'Organisation des Nations Unies, 1997

(Au 30 août 1995)

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
1. Comité des droits de l'enfant, quatorzième session [résolutions 44/25, 47/112 et 49/211 de l'Assemblée générale]	6-24 janvier	Genève	10 E	I (AArCEFR)	Trois sessions par an
2. Comité d'état-major [Charte]	10 janvier, puis une fois tous les 15 jours	New York	5 G	I (ACER)	Un vendredi sur deux
3. Conseil économique et social — Élection du bureau [Charte]	23 janvier	New York	54 G	I (AArCEFR)	SR
4. Comité des droits de l'enfant — Groupe de travail de présession [résolutions 44/25, 47/112 et 49/211 de l'Assemblée générale]	27-31 janvier	Genève	5 E	I (AArCEFR)	Trois sessions par an
5. PNUÉ — Conseil d'administration, dix-neuvième session [résolutions 2997 (XXVII) et 42/185 de l'Assemblée générale]	27 janvier-7 février	Nairobi	58 G	I (AArCEFR)	Une session tous les deux ans
6. Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes — Groupe de travail de présession [résolutions 45/124 et 47/94 de l'Assemblée générale]	Janvier (1 semaine)	New York	5 E	I (AArCEFR)	Une session par an
7. Conseil d'administration du PNUD/FNUAP, première session ordinaire [résolutions 2029 (XX) et 48/162 de l'Assemblée générale]	Janvier (1 semaine)	New York	36 G	I (AArCEFR)	—
8. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail des situations [résolution 1990/41 du Conseil économique et social]	Janvier (1 semaine)	Genève	5 E	I (AEFR)	Une session par an
9. Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	Janvier (1 séance)	New York	12 E	—	Trois sessions d'une séance chacune par an
10. Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, seizième session [résolution 34/280 de l'Assemblée générale]	Janvier/février (2 semaines)	New York	23 E	I (AArCEFR)	SR

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
11. Comité du Prix des Nations Unies en matière de population [résolution 36/201 de l'Assemblée générale]	Janvier/février (2 jours)	New York	10 G	I (AEF)	Une session par an
12. Commission des droits de l'homme, cinquante-troisième session [résolution 9 (II) du Conseil économique et social]	Janvier-mars (6 semaines)	Genève	53 G	I (AArCEFR)	Une session par an
13. Conférence du désarmement, première partie [résolutions 1722 (XVI), S-10/2 et 34/83 L de l'Assemblée générale]	Janvier/avril (10 semaines)	Genève	40 G	I (AArCEFR)	Une session en trois parties par an
14. Quatorzième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique [décisions 1991/222 et 1993/327 du Conseil économique et social]	3-14 février	Bangkok	48 G	I (ACFR)	Une session tous les trois ans
15. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires [résolution 173 (II) de l'Assemblée générale]	3 février-28 mars	New York	16 E	I (AArCEFR)	Deux sessions par an
16. Conseil économique et social, session d'organisation [Charte]	4-7 février	New York	54 G	I (AArCEFR)	Une session par an
17. Commission de statistique, vingt-neuvième session [résolutions 8 (I), 8 (II) et 1566 (L) du Conseil économique et social]	10-14 février	New York	24 G	I (AArCEFR)	Une session tous les deux ans
18. CNUCED — Groupe de travail sur le plan à moyen terme et le budget-programme, vingt-neuvième session [résolution 114 (V) de la CNUCED et décision 156 (XVII) du Conseil du commerce et du développement]	17-21 février	Genève	^b	I (AArCEFR)	Une ou deux sessions par an
19. Commission de la population et du développement, trentième session [résolutions 150 (VII) et 1147 (XL)] du Conseil économique et social]	24-28 février	New York	27 G	I (AArCEFR)	Une session par an

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
20. CNUCED — Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication, quinzième session [résolution 1982/67 du Conseil économique et social et résolution 49/130 de l'Assemblée générale]	24-28 février	Genève	34 G	I (AARCEFR)	T — Une session par an
21. Commission du développement social, trente-cinquième session [résolutions 10 (II), 1139 (XLI) et 1147 (XLI) du Conseil économique et social]	25 février-6 mars	New York	32 G	I (AARCEFR)	T — Une session tous les deux ans
22. Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique — Sous-Comité scientifique et technique, trente-quatrième session [résolution 1472 A (XIV) de l'Assemblée générale]	Février (2 semaines)	Vienne	61 G	I (AARCEFR)	T — Une session par an
23. UNICEF — Conseil d'administration, première session ordinaire [résolutions 57 (I) et 48/162 de l'Assemblée générale]	Février (1 semaine)	New York	36 G	I (AARCEFR)	T —
24. INSTRAW — Conseil d'administration, dix-septième session [résolutions 33/187 et 34/157 de l'Assemblée générale]	Février (1 semaine)	Saint-Domingue	11 E	I (AEF)	T — Une session par an
25. Cinquième Réunion des États parties à la Convention relative aux droits de l'enfant [résolution 44/25 de l'Assemblée générale]	Février (1 jour)	New York	162 G	I (AARCEFR)	T SR Une session tous les deux ans
26. Comité des placements [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	Février (1 jour)	New York	9 E	—	— Quatre ou cinq réunions par an
27. Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, session d'organisation [résolution 1654 (XVI) de l'Assemblée générale]	Février (1 ou 2 séances)	New York	24 G	I (AARCEFR)	T PV ^c

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
28. Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, cinquantième session [résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale]	Février/mars (3 semaines)	Genève	18 E	I (ACEFR) T	SR Deux sessions par an
29. Comité administratif de coordination, première session ordinaire [résolution 13 (III) du Conseil économique et social]	Février/mars (2 ou 3 jours)	Genève	27 ST	I (AF) T	— Deux sessions par an
30. CFPI, quarante-cinquième session [résolution 3357 (XXIX) de l'Assemblée générale]	3-21 mars	New York	15 E	I (AEFR) T	— Deux sessions par an
31. Commission de la condition de la femme, quarante-quatrième session [résolutions 11 (II), 1147 (XL) et 1987/21 du Conseil économique et social]	10-21 mars	New York	45 G	I (AARCEFR) T	— Une session par an
32. CNUCED — Conseil du commerce et du développement, quarante-troisième session, première partie [résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale et résolution 114 (V) de la CNUCED]	10-21 mars	Genève	^b	I (AARCEFR) T	— Une session en deux parties par an
33. Comité des droits de l'homme — Groupe de travail chargé d'examiner les communications [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]	17-21 mars	New York	9 E	I (AEFR) T	— Trois sessions par an
34. Comité des droits de l'homme, cinquante-neuvième session [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]	24 mars-11 avril	New York	18 E	I (AARCEFR) T	SR Trois sessions par an
35. Comité chargé des organisations non gouvernementales [résolutions 3 (II) et 1296 (XLIV) du Conseil économique et social]	31 mars-11 avril	New York	19 G	I (AARCEFR) T	— Une session par an
36. Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'établir un rapport sur le maintien et l'élargissement du Registre des armes classiques [résolution 49/75 C de l'Assemblée générale]	Mars (2 semaines)	New York	24 E	I (AARCEFR) T	—

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
37. Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage, quatrième session [résolution 46/122 de l'Assemblée générale]	Mars (1 semaine)	Genève	5 E	I (AEF) T	Une session par an
38. UNICEF — Conseil d'administration, deuxième session ordinaire [résolutions 57 (I) et 48/162 de l'Assemblée générale]	Mars (4 ou 5 jours)	New York	36 G	I (AArCEFR) T	—
39. Comité plénier de la Commission des stupéfiants [résolution 1991/39 du Conseil économique et social]	Mars (4 jours)	Vienne	53 G	I (AArCEFR) T	Une session par an
40. UNITAR — Conseil d'administration, trente-cinquième session, première partie [résolutions 1934 (XVIII) et 47/227 de l'Assemblée générale]	Mars (2 ou 3 jours)	Genève	28 E	I (AArEFR) T	—
41. Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique — Sous-Comité juridique, trente-sixième session [résolution 1472 (XIV) de l'Assemblée générale]	Mars/avril (3 semaines)	Vienne	61 G	I (AArCEFR) T	SR Une session par an
42. Commission des stupéfiants, quarantième session [résolutions 9 (I) et 1991/39 du Conseil économique et social]	Mars/avril (8 jours)	Vienne	53 G	I (AArCEFR) T	— Une session par an
43. Conseil d'administration du PNUD/FNUAP, deuxième session ordinaire [résolutions 2029 (XX) et 48/162 de l'Assemblée générale]	Mars/avril (1 semaine)	New York	36 G	I (AArCEFR) T	—
44. Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	Mars/avril (1 séance)	New York	12 E	— T	— Trois sessions d'une séance chacune par an
45. Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1654 (XVI) de l'Assemblée générale]	Mars/juillet (3 à 5 séances par semaine)	New York	24 G	I (AArCEFR) T	PV ^c Deux sessions par an

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
46. CNUDCI — Groupe de travail sur le droit de l'insolvabilité, vingt et unième session [résolution 33/92 de l'Assemblée générale]	Premier trimestre (2 semaines)	New York	36 G	I (AArCEFR)	T — Deux sessions par an
47. CNUDCI — Groupe de travail sur les échanges de données informatisées, trente-deuxième session [résolution 2928 (XXVII) de l'Assemblée générale]	Premier trimestre (2 semaines)	New York	36 G	I (AArCEFR)	T — Deux sessions par an
48. Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer [résolutions 37/66 et 49/28 de l'Assemblée générale]	Premier trimestre (1 ou 2 semaines)	New York	160 G	I (AArCEFR)	T —
49. CNUDCI, trentième session [résolution 2205 (XXI) de l'Assemblée générale]	7-25 avril	Vienne	36 G	I (AArCEFR)	T SR Une session par an
50. Commission du développement durable, cinquième session [décision 1993/207 du Conseil économique et social]	7 ou 14-25 avril	New York	53 G	I (AArCEFR)	T — Une session par an
51. Commission de la science et de la technique au service du développement, troisième session [décision 1992/218 du Conseil économique et social]	9-18 avril	Genève	53 G	I (AArCEFR)	T — Une session tous les deux ans
52. CEE, cinquante-deuxième session [résolution 36 (IV) du Conseil économique et social]	14-22 avril	Genève	55 G	I (AFR)	T — Une session par an
53. Comité contre la torture, dix-huitième session [résolution 39/46 A de l'Assemblée générale]	28 avril-9 mai	Genève	10 E	I (AEFR)	T SR Deux sessions par an
54. Commission sur les limites du plateau continental, deuxième session (art. 2 5) de l'annexe II de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer]	Avril (2 semaines)	New York	21 G	I (AArCEFR)	T —
55. Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones [résolution 40/131 de l'Assemblée générale]	Avril (1 semaine)	Genève	5 E	I (AEFR)	T — Une session par an

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
56. Comité du programme et de la coordination, session d'organisation [résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social et résolution 31/93 de l'Assemblée générale]	Avril (1 jour)	New York	34 G	I (AArCEFR)	T — Une session par an
57. CEA — Comité technique préparatoire plénier, dix-huitième session [résolution 671 (XXV) du Conseil économique et social]	Avril	Addis-Abeba	51 G	I (AArF)	T — Une session par an
58. CEA — vingt-troisième réunion de la Conférence des ministres, trente-deuxième session de la Commission [résolution 671 XXV) du Conseil économique et social]	Avril	Addis-Abeba	51 G	I (AArF)	T — Une session par an
59. Comité spécial des opérations de maintien de la paix et son groupe de travail, session de fond [résolution 48/42 de l'Assemblée générale]	Avril/mai (4 semaines)	New York	34 G	I (AArCEFR)	T — Une session par an
60. Commission du désarmement [résolution S-10/2 de l'Assemblée générale]	Avril/mai (3 ou 4 semaines)	New York	185 G	I (AArCEFR)	T PV — Une session par an
61. Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, sixième session [résolution 1992/1 du Conseil économique et social]	Avril/mai (2 semaines)	Vienne	40 G	I (AArCEFR)	T — Une session par an
62. Commission des droits de l'homme — Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités — Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage [décision 16 (LVI) du Conseil économique et social]	Avril/mai (8 jours)	Genève	5 E	I (AEFR)	T — Une session par an
63. Commission des établissements humains, seizième session [résolution 1978/1 du Conseil économique et social et résolution 32/162 de l'Assemblée générale]	Avril/mai (8 jours)	Nairobi	58 G	I (AArCEFR)	T — Une session tous les deux ans

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
64. Commission des droits de l'homme — Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités — Groupe de travail sur les minorités [décision 1995/31 du Conseil économique et social]	Avril/mai (1 semaine)	Genève	5 E	À déterminer	—
65. CESAP, cinquante-troisième session [résolutions 37 (IV), 69 (V) et 723 B (XXVIII) du Conseil économique et social]	Avril/mai	Bangkok	48 G	I (ACFR)	— Une session par an
66. Conseil économique et social, reprise de la session d'organisation [Charte]	1er et 2 mai	New York	54 G	I (AArCEFR)	SR
67. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires [résolution 173 (II) de l'Assemblée générale]	1er mai-15 juillet	New York	16 E	I (AArCEFR)	— Deux sessions par an
68. Organe international de contrôle des stupéfiants, soixante-deuxième session [Convention unique sur les stupéfiants de 1961, art. 11]	5-16 mai	Vienne	18 E	I (AArEFR)	— Deux ou trois sessions par an
69. Comité des droits économiques, sociaux et culturels, seizième session [résolutions 1982/33, 1985/17 et 1995/39 du Conseil économique et social]	5-23 mai	Genève	18 E	I (AArCEFR)	SR Deux sessions par an
70. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail de la détention arbitraire, dix-huitième session [décision 1994/279 du Conseil économique et social]	19-23 mai	Genève	5 E	I (AEF)	—
71. Comité des droits de l'enfant, quinzième session [résolutions 44/25, 47/112 et 49/211 de l'Assemblée générale]	19 mai-6 juin	Genève	10 E	I (AArCEFR)	SR Trois sessions par an
72. Comité des droits économiques, sociaux et culturels — Groupe de travail de présession [résolutions 1988/4 et 1995/39 du Conseil économique et social]	26-30 mai	Genève	5 E	I (AEFR)	— Deux sessions par an

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
73. Comité de l'information, dix-neuvième session [résolution 33/115 C de l'Assemblée générale]	Mai (2 semaines)	New York	88 G	I (AArCEFR)	T — Une session par an
74. Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, seizième session [résolution 36/151 de l'Assemblée générale]	Mai (8 jours)	Genève	5 E	I (AEF)	T — Une session par an
75. UNICEF — Conseil d'administration, session annuelle [résolutions 57 (I) et 48/162 de l'Assemblée générale]	Mai (1 semaine)	New York	36 G	I (AArCEFR)	T — Une session par an
76. Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer [résolutions 37/66 et 49/28 de l'Assemblée générale]	Mai (1 semaine)	New York	160 G	I (AArCEFR)	T —
77. Comité des placements [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	Mai (1 jour)	New York	9 E	—	— Quatre ou cinq réunions par an
78. Conférence du désarmement, deuxième partie [résolutions 1722 (XVI), S-10/2 et 34/83 L de l'Assemblée générale]	Mai/juin (7 semaines)	Genève	40 G	I (AArCEFR)	T PV Un session en trois parties par an
79. Comité du programme et de la coordination, trente-septième session [résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social et résolution 31/93 de l'Assemblée générale]	Mai/juin (4 semaines)	New York	34 G	I (AArCEFR)	T — Une session par an
80. Séminaire sur le droit international [résolution 49/51 de l'Assemblée générale]	Mai/juin (3 semaines)	Genève	30 G	I (AEF)	— Une session par an
81. Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement, dixième session [résolution 33/134 de l'Assemblée générale]	Mai/juin (1 semaine)	New York	193 G	I (AArCEFR)	T — Une session tous les deux ans

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
82. Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies — Comité d'actaires [résolution 1561 (XV) de l'Assemblée générale, art. XXIX]	Mai/juin (1 semaine)	New York	5 E	I (AR) T	— Une session par an
83. Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants, quarante-sixième session [résolution 913 (X) de l'Assemblée générale]	Mai/juin (1 semaine)	Vienne	21 G	I (ACEFR) T	— Une session par an
84. Commission du droit international, quarante-neuvième session [résolution 174 (II) de l'Assemblée générale]	Mai/juillet (12 semaines)	Genève	34 E	I (AArCEFR) T	SR Une session par an
85. Sixième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour les Amériques [décision 1993/225 du Conseil économique et social]	2-6 juin	New York	48 G	I (AEF) T	—
86. Comité des droits de l'enfant — Groupe de travail d'avant-session [résolutions 44/25, 47/112 et 49/211 de l'Assemblée générale]	9-13 juin	Genève	5 E	I (AArCEFR) T	— Trois sessions par an
87. CNUCED — Comité spécial des préférences, vingt-quatrième session [résolution 77 (III) de la CNUCED]	23-27 juin	Genève	^b	I (AArCEFR) T	— Une session par an
88. Conseil économique et social, session de fond [Charte]	23 juin-25 juillet	Genève	54 G	I (AArCEFR) T	SR Une session par an
89. Comité des commissaires aux comptes [résolution 74 (I) de l'Assemblée générale]	25-27 juin	New York	3 E	—	— Une session par an
90. Conseil d'administration du PNUD/FNUAP, session annuelle [résolutions 2029 (XX) et 48/162 de l'Assemblée générale]	Juin (2 semaines)	New York	36 G	I (AArCEFR) T	— Une session par an
91. Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'établir un rapport sur le maintien et l'élargissement du Registre des armes classiques [résolution 49/75 C de l'Assemblée générale]	Juin (2 semaines)	New York	24 E	I (AArCEFR) T	—

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
92. Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, quarantième session [résolution 1472 A (XIV) de l'Assemblée générale]	Juin (2 semaines)	Vienne	61 G	I (AArCEFR)	T	PV	Une session par an
93. Conseil consultatif pour les questions de désarmement [résolution 37/99 K de l'Assemblée générale]	Juin (1 semaine)	New York	25 E	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
94. Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies — Comité permanent [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	Juin (1 semaine)	New York	15 E	I (AF)	T	—	Une session par an
95. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, cinquante et unième session [décision 1995/266 du Conseil économique et social]	Juin (1 semaine)	New York	5 E	I (AAIEF)	T	—	—
96. Tribunal administratif des Nations Unies [résolution 351 A (IV) de l'Assemblée générale]	Juin/juillet (5 semaines)	Genève	7 E	I (AF)	T	PV ^d	Deux sessions par an
97. Comité des contributions, cinquante-sixième session [résolution 173 (II) de l'Assemblée générale]	Juin/juillet (3 semaines)	New York	18 E	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
98. Commission des stupéfiants — Réunion des chefs des services de répression compétents en matière de drogues des pays de la région africaine [résolution 1985/11 du Conseil économique et social]	Deuxième trimestre (1 semaine)	Addis-Abeba	51 G	I (AArF)	T	—	Une session par an
99. Commission des stupéfiants — Sous-Commission du trafic illicite des drogues et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient [résolution 1776 (LIV) du Conseil économique et social]	Deuxième trimestre	Une capitale de la région	20 G	I (AAr)	T	—	Une session par an

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
100. Comité des droits de l'homme — Groupe de travail chargé d'examiner les communications [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]	7-11 juillet	Genève	9 E	I (AEFR) T	— Trois sessions par an
101. Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses — Sous-Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses, treizième session [résolution 1989/104 du Conseil économique et social]	7-18 juillet	Genève	14 G	I (ACFR) T	— Une ou deux sessions par an
102. CFPI, quarante-sixième session [résolution 3357 (XXIX) de l'Assemblée générale]	7-25 juillet	New York	15 E	I (AEFR) T	— Deux sessions par an
103. Comité des droits de l'homme, soixantième session [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]	14 juillet-1er août	Genève	18 E	I (AAEFR) T	SR Trois sessions par an
104. Commission des droits de l'homme — Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités — Groupe de travail sur les populations autochtones [résolution 1982/34 du Conseil économique et social]	Juillet (1 semaine)	Genève	5 E	I (ACEFR) T	— Une session par an
105. Commission des droits de l'homme — Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités — Groupe de travail chargé d'examiner les communications [résolution 1503 (XLV/III) du Conseil économique et social]	Juillet (1 semaine)	Genève	5 E	I (AEFR) T	— Une session par an
106. Commission des droits de l'homme — Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, quarante-neuvième session [résolution 9 (II) du Conseil économique et social]	Juillet/août (4 semaines)	Genève	26 E	I (AArCEFR) T	SR Une session par an

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
107. Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, cinquante et unième session [résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale]	Juillet/août (3 semaines)	Genève	18 E	I (ACEFR)	T	SR	Deux sessions par an
108. Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1654 (XVI) de l'Assemblée générale]	Juillet/août (20 séances)	New York	24 G	I (AArCEFR)	T	PV ^c	Deux sessions par an
109. Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'établir un rapport sur le maintien et l'élargissement du Registre des armes classiques [résolution 49/75 C de l'Assemblée générale]	Août (2 semaines)	New York	24 E	I (AArCEFR)	T	—	
110. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, cinquante-deuxième session [décision 1995/266 du Conseil économique et social]	Août (1 semaine)	Genève	5 E	I (AAIEF)	T	—	
111. Conférence du désarmement, troisième partie [résolutions 1722 (XVI), S-10/2 et 34/83 L de l'Assemblée générale]	Août/septembre (7 semaines)	Genève	40 G	I (AArCEFR)	T	PV	Une session en trois parties par an
112. Treizième Réunion d'experts chargée d'examiner le Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies [décision 1989/114 du Conseil économique et social]	Août/septembre (2 semaines)	New York	25 E	I (AArCEFR)	T	—	Une session tous les deux ans
113. Conseil d'administration du PNUD/FNUAP, troisième session ordinaire [résolutions 2029 (XX) et 48/162 de l'Assemblée générale]	Août/septembre (1 semaine)	New York	36 G	I (AArCEFR)	T	—	
114. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires [résolution 173 (II) de l'Assemblée générale]	2 septembre-décembre	New York	16 E	I (AArCEFR)	T	—	Deux sessions par an

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
115. CNUCED — Groupe de travail sur le plan à moyen terme et le budget-programme, trentième session [résolution 114 (V) de la CNUCED et décision 156 (XVII) du Conseil du commerce et du développement]	8-12 septembre	Genève	^b	I (AArCEFR)	T — Une ou deux sessions par an
116. Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques, dix-neuvième session [résolutions 715 A (XXVII) et 1314 (XLIV) du Conseil économique et social]	8 et 19 septembre**	Téhéran	80 E	I (AArCEFR)	T —
117. Septième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques [décision 1993/226 du Conseil économique et social]	9-18 septembre*	Téhéran	193 G	I (AArCEFR)	T —
118. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail sur la détention arbitraire, dix-neuvième session [décision 1994/279 du Conseil économique et social]	15-19 septembre	Genève	5 E	I (AEF)	T —
119. Assemblée générale, cinquante-deuxième session [Charte]	16 septembre-décembre	New York	185 G	I (AArCEFR)	T PV/SR ^o
120. CNUCED — Conseil du commerce et du développement, quarante-troisième session, deuxième partie [résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale et résolution 114 (V) de la CNUCED]	22 septembre-3 octobre	Genève	^b	I (AArCEFR)	T — Une session en deux parties par an
121. Comité des droits de l'enfant, seizième session [résolutions 44/25, 47/112 et 49/211 de l'Assemblée générale]	22 septembre-10 octobre	Genève	10 E	I (AArCEFR)	T SR Trois sessions par an
122. Commission sur les limites du plateau continental, reprise de la deuxième session [article 2 5) de l'annexe II de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer]	Septembre (2 semaines)	New York	21 G	I (AArCEFR)	T —
123. UNICEF — Conseil d'administration, troisième session ordinaire	Septembre (1 semaine)	New York	36 G	I (AArCEFR)	T —
124. Comité scientifique et technique de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes	Septembre (1 semaine)	Genève	25 E	I (AArCEFR)	T — Une session par an

** Dates de la trentième session ordinaire de l'Assemblée générale

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
131. Réunion des États Parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer [résolutions 37/66 et 49/28 de l'Assemblée générale]	Troisième trimestre (1 ou 2 semaines)	New York	160 G	I (AArCEFR)	T —
132. Commission des stupéfiants — Réunion des chefs des services de répression compétents en matière de drogues des pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes [résolutions 1987/34 et 1988/15 du Conseil économique et social]	Troisième trimestre (1 semaine)	Santiago	42 G	I (AEF)	T — Une session par an
133. Commission des stupéfiants — Réunion des chefs des services de répression compétents en matière de drogues des pays de la région de l'Asie et du Pacifique [résolutions 1985/11 et 1988/15 du Conseil économique et social]	Troisième trimestre (1 semaine)	Bangkok	48 G	I (ACFR)	T — Une session par an
134. CNUCED — Groupe intergouvernemental d'experts des pratiques commerciales restrictives, seizième session [résolution 35/63 de l'Assemblée générale]	6-10 octobre	Genève	^b	I (AArCEFR)	T — Une session par an
135. CNUCED — Commission de l'investissement international et des sociétés transnationales, vingt-troisième session [résolution 1913 (LVII) du Conseil économique et social et résolution 49/130 de l'Assemblée générale]	13-17 octobre	Genève	48 G	I (AArCEFR)	T — Une session par an
136. Comité des droits de l'homme — Groupe de travail chargé d'examiner les communications [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]	13-17 octobre	Genève	9 E	I (AEFR)	T — Trois sessions par an
137. Comité des droits de l'enfant — Groupe de travail de présession [résolutions 44/25, 47/112 et 49/211 de l'Assemblée générale]	13-17 octobre	Genève	5 E	I (AArCEFR)	T — Trois sessions par an

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
138. Comité des droits de l'homme, soixante et unième session [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]	20 octobre-7 novembre	Genève	18 E	I (AArEFR)	T Trois sessions par an
139. HCR — Comité exécutif, quarante-huitième session [résolution 1166 (XII) de l'Assemblée générale]	Octobre (1 semaine)	Genève	50 G	I (AArCEF)	T Une session par an
140. Réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination [résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social et résolution 31/93 de l'Assemblée générale]	Octobre (3 jours)	New York	34 G 27 ST	I (AArCEFR)	T — Une session par an
141. Comité administratif de coordination, seconde session ordinaire [résolution 13 (III) du Conseil économique et social]	Octobre (2 ou 3 jours)	New York	27 ST	I (AF)	T — Deux sessions par an
142. Comité consultatif pour le Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international, trente-deuxième session [résolution 2099 (XX) de l'Assemblée générale]	Octobre (2 jours)	New York	13 G	I (AArCEFR)	T — Une session par an
143. Conseil de haut niveau pour la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles, sixième session [résolution 44/236 de l'Assemblée générale]	Octobre (1 jour)	Genève	6 E	I (AArCEFR)	T — Une session par an
144. Tribunal administratif des Nations Unies [résolution 351 (IV) de l'Assemblée générale]	Octobre/novembre (5 semaines)	New York	7 E	I (AF)	T PV ^d Deux sessions par an
145. Organe international de contrôle des stupéfiants, soixante-troisième session [Convention unique sur les stupéfiants de 1961, art. 11]	3-20 novembre	Vienne	13 E	I (AArEFR)	T — Deux ou trois sessions par an
146. Comité contre la torture, dix-neuvième session [résolution 39/46 A de l'Assemblée générale]	10-21 novembre	Genève	10 E	I (AEFR)	T SR Deux sessions par an

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
147. Sixième Réunion des États parties à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants [résolution 39/46 A de l'Assemblée générale]	26 novembre	Genève	76 G	I (AEFR)	T	SR	Une session tous les deux ans
148. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail de la détention arbitraire, vingtième session [décision 1994/279 du Conseil économique et social]	26 novembre-5 décembre	Genève	5 E	I (AEF)	T	—	—
149. Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien — Séance spéciale pour célébrer la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien [résolutions 32/40 B et 33/28 de l'Assemblée générale]	29 novembre	New York	23 G	I (AArCEFR)	T	PV	—
150. Comité des droits économiques, sociaux et culturels, dix-septième session [résolutions 1982/33, 1985/17 et 1995/39 du Conseil économique et social]	Novembre (2 semaines)	Genève	18 E	I (AArCEFR)	T	SR	Deux sessions par an
151. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, cinquante-troisième session [décision 1995/266 du Conseil économique et social]	Novembre (8 jours)	Genève	5 E	I (AArEF)	T	—	—
152. Comité des droits économiques, sociaux et culturels — Groupe de travail de présession [résolutions 1982/33, 1985/17 et 1995/39 du Conseil économique et social]	Novembre (1 semaine)	Genève	5 E	I (AEFR)	T	—	Deux sessions par an
153. Commission de statistique — Groupe de travail des programmes statistiques internationaux et de la coordination, dix-neuvième session [résolution 1306 (XLIV) du Conseil économique et social]	Novembre (4 jours)	Genève	10 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session tous les deux ans
154. Comité des placements [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	Novembre (1 jour)	New York	9 E	—	—	—	Quatre ou cinq réunions par an

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
155. Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions aux activités de développement [résolution 32/197 de l'Assemblée générale]	Novembre (1 jour)	New York	193 G	I (AArCEFR)	T —
156. Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient [résolution 1729 (XVI) de l'Assemblée générale]	Novembre (1 séance)	New York	193 G	I (AArCEFR)	T — Une réunion par an
157. Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires au Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés [résolution 1729 (XVI) de l'Assemblée générale]	Novembre (1 séance)	New York	193 G	I (AArCEFR)	T — Une réunion par an
158. Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses — Sous-Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses, quatorzième session [résolution 1989/104 du Conseil économique et social]	1er-12 décembre	Genève	14 G	I (ACFR)	T — Une ou deux sessions par an
159. Groupe de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique [résolution 347 (IV) de l'Assemblée générale]	2-9 décembre	New York	9 E	I (AF)	— — Une session par an
160. Comité des commissaires aux comptes, session extraordinaire [résolution 74 (I) de l'Assemblée générale]	11 et 12 décembre	New York	3 E	—	— —
161. ONU — Conseil, quarante-quatrième session [résolution 3081 (XXVIII) de l'Assemblée générale]	Décembre (1 semaine)	Tokyo	28 E	I (AF)	T — Une session par an

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
162. PNUD — Réunion consultative interorganisations [résolution 32/197 de l'Assemblée générale]	Décembre (3 jours)	New York	33 ST	—	—
163. Commission du désarmement, session d'organisation [résolution S-10/2 de l'Assemblée générale]	Décembre (2 jours)	New York	185 G	I (AArCEFR)	PV Une session par an
164. CNUDCI — Groupe de travail sur le droit de l'insolvabilité, vingt-deuxième session [résolution 33/92 de l'Assemblée générale]	Quatrième trimestre (2 semaines)	Vienne	36 G	I (AArCEFR)	— Deux sessions par an
165. CNUDCI — Groupe de travail des pratiques en matière de contrats internationaux, vingt-huitième session [résolution 33/92 de l'Assemblée générale]	Quatrième trimestre (2 semaines)	Vienne	36 G	I (AArCEFR)	— Deux sessions par an
166. Conseil de tutelle (et ses comités de rédaction) [Charte]	Selon les besoins	New York	5 G	I (ACFR)	T PV ^c Selon les besoins
167. Conseil de sécurité [Charte]	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T PV Selon les besoins
168. Conseil de sécurité — Comité d'experts [décision prise par le Conseil de sécurité à sa première séance, en 1946]	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
169. Conseil de sécurité — Comité d'experts créé par le Conseil de sécurité à sa 1506e séance	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
170. Conseil de sécurité — Comité d'admission de nouveaux Membres [décision prise par le Conseil de sécurité à sa 42e séance, en 1946]	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
171. Conseil de sécurité — Comité du Conseil de sécurité pour les réunions hors Siège du Conseil [décision prise par le Conseil de sécurité à sa 1625e séance]	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
172. Conseil de sécurité — Commission créée en application de la résolution 446 (1979)	Selon les besoins	New York	3 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
173. Conseil de sécurité — Comité spécial créé en application de la résolution 507 (1982) du Conseil de sécurité	Selon les besoins	New York	4 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
174. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
175. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 724 (1991) concernant la Yougoslavie	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
176. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 748 (1992) concernant la Jamahiriya arabe libyenne	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
177. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
178. Conseil de sécurité — Commission ad hoc créée par la résolution 794 (1992) du Conseil de sécurité	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
179. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 864 (1993) concernant l'Angola	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
180. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 918 (1994) concernant le Rwanda	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
181. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 985 (1995) concernant le Libéria	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins
182. Conseil de sécurité — Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies créée en application de la résolution 687 (1991)	Selon les besoins	Genève	15 G	I (AArCEFR)	T SR Selon les besoins

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
183. Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 [résolution 808 (1993) du Conseil de sécurité et résolution 47/235 de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	La Haye	11 E	I (AF) T	— Selon les besoins
184. Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 [résolution 955 (1994) du Conseil de sécurité]	Selon les besoins	Arusha	11 E	I (AF) T	— Selon les besoins
185. Comité spécial des opérations de maintien de la paix et son groupe de travail [résolution 2006 (XIX) de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	34 G	I (AARCEFR) T	— Selon les besoins
186. Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien [résolution 3376 (XXX) de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	23 G	I (AARCEFR) T	SR Selon les besoins
187. Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine [résolution 194 (III) de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	3 G	I (AF) T	— Selon les besoins
188. Comité des conférences [résolution 43/222 B de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	21 G	I (AARCEFR) T	— Selon les besoins
189. Comité des relations avec le pays hôte [résolution 2819 (XXVI) de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	15 G	I (AARCEFR) T	— Selon les besoins

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
190. Conseil d'administration du PNUD/FNUAP, réunions d'information et consultations officielles [résolutions 2029 (XX) et 48/162 de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	36 G	I (AArCEFR)	T — Selon les besoins
191. UNICEF — Conseil d'administration — Réunions d'information et consultations officielles [résolutions 57 (I) et 48/162 de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	36 G	I (AArCEFR)	T — Selon les besoins
192. CNUCED — Autres conférences et réunions sur les produits de base [décision 7 (I) du Conseil du commerce et du développement]	Selon les besoins (12 semaines maximum)	Genève	^b	I (AArCEFR)	T — Selon les besoins
193. CNUCED — Autres groupes de travail, groupes d'étude et groupes d'experts (convoqués dans chaque cas en vertu d'une résolution spéciale)	Selon les besoins (10 semaines au maximum)	Genève	G ou E	I (AArCEFR)	T — Selon les besoins
194. CNUCED — Autres réunions de groupes de travail spéciaux (décision 398 (XXXVII) du Conseil du commerce et du développement]	Selon les besoins (8 semaines au maximum)	Genève	^b	I (AArCEFR)	T — Selon les besoins
195. Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif [résolution 957 (X) de l'Assemblée générale]	Si nécessaire	New York	29 G	I (AArCEFR)	T PV Si nécessaire
196. Comité de la planification du développement, trente-troisième session [résolutions 1079 (XXXIX) et 1625 (LI) du Conseil économique et social]	À déterminer (1 semaine)	New York	24 E	I (AArCEFR)	T — Une session par an
197. Commission du développement durable — Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts, quatrième session [décision 1995/226 du Conseil économique et social]	À déterminer (1 semaine)	New York	193 G	I (AArCEFR)	T —

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
198. Réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme [résolutions 46/111 et 49/178 de l'Assemblée générale]	À déterminer (1 semaine)	Genève	8 E	I (AEF) T	Une session par an
199. Comité consultatif du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, trente-huitième session [résolutions 31/133 et 39/125 de l'Assemblée générale]	À déterminer	New York	5 G	—	Deux sessions par an
200. Comité consultatif du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, trente-neuvième session [résolutions 31/133 et 39/125 de l'Assemblée générale]	À déterminer	New York	5 G	—	Deux sessions par an
201. Comité consultatif du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe [résolution 2431 (XXIII) de l'Assemblée générale]	À déterminer	New York	13 G	I (AEFR) T	Selon les besoins
202. Comité de la planification du développement — Groupe de travail I [résolutions 1079 (XXXIX) et 1625 (LI) du Conseil économique et social]	À déterminer	New York	24 E	I (AArCEFR) T	Une session par an
203. Comité de la planification du développement — Groupe de travail II [résolutions 1079 (XXXIX) et 1625 (LI) du Conseil économique et social]	À déterminer	New York	24 E	I (AArCEFR) T	Une session par an
204. Comité de la planification du développement — Groupe de travail III [résolutions 1079 (XXXIX) et 1625 (LI) du Conseil économique et social]	À déterminer	New York	24 E	I (AArCEFR) T	Une session par an
205. Assemblée générale, session extraordinaire consacrée à l'Action 21 [résolution 47/190 de l'Assemblée générale]	À déterminer	New York	185 G	I (AArCEFR) T	SR/PV

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
206. Quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement [résolution 49/75 I de l'Assemblée générale]	À déterminer	New York	185 G	I (AArCEFR)	SR/PV
207. Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille [résolution 45/158 de l'Assemblée générale]	À déterminer	Genève	14 E	I (AArCEFR)	SR Une session par an après l'entrée en vigueur de la Convention
208. Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme [décision 1993/283 du Conseil économique et social]	À déterminer	Genève	5 E	À déterminer	— Une session par an
209. CEPALC — Comité plénier, vingt-quatrième session [résolution 106 (VI) du Conseil économique et social]	À déterminer	Santiago	42 G	I (AEF)	— Une session tous les deux ans
210. CESAO, dix-neuvième session [résolutions 1818 (LV), 2089 (LXIII) et 1994/26 du Conseil économique et social]	À déterminer	Amman	13 G	I (AArF)	— Une session tous les deux ans
211. CESAO — Comité technique [résolution 1994/26 du Conseil économique et social]	À déterminer	Amman	13 G	I (AArF)	— Une session tous les deux ans
212. Réunion entre le secrétariat de l'Organisation de la Conférence islamique et les secrétariats de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes des Nations Unies [résolution 37/4 de l'Assemblée générale]	À déterminer	À déterminer	27 ST	I (AArF)	— Une session par an
213. Réunion des représentants du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et du Secrétaire général de la Ligue des États arabes [résolution 45/82 de l'Assemblée générale]	À déterminer	À déterminer	27 ST	I (AArF)	— Une session par an

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a	Fréquence
214. Conseil mondial de l'alimentation, session ministérielle [résolution 3348 (XXIX) de l'Assemblée générale]	À déterminer	À déterminer	36 G	I (AARCEFR) T	Une session par an

^a Les langues dans lesquelles des services d'interprétation (I) seront assurés sont indiquées. Les langues dans lesquelles des services de traduction (T) seront assurés et des comptes rendus (PV, SR) établis varient selon le règlement intérieur applicable à l'organe intéressé et, dans le cas de certains groupes de travail et organes analogues, selon les besoins réels lorsque ceux-ci sont inférieurs à ceux que prévoit le règlement intérieur.

^b Ouvert à la participation de tous les États membres de la CNUCED intéressés (résolution 80 (III) de la Conférence, par. 9).

^c Pour les séances plénières seulement.

^d En cas d'auditions.

^e L'usage est de n'établir de comptes rendus sténographiques que pour les séances plénières et les séances de la Première Commission.

E. Projet de calendrier des conférences et réunions des principaux organes des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, 1997

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion
1. OMS — Conseil exécutif, quatre-vingt-dix-neuvième session	13-24 janvier	Genève
2. OACI — Comité, cent cinquantième session	20 janvier-7 février	Montréal
3. OACI — Conseil, cent cinquantième session	24 février-27 mars	Montréal
4. OIT — Conseil d'administration du BIT (et ses commissions et comités), deux cent soixante-huitième session	3-24 avril	Genève
5. ONUDI — Comité des programmes et des budgets, treizième session	21-25 avril	Vienne
6. OACI — Comité, cent cinquante et unième session	21 avril-9 mai	Montréal
7. UPU — Conseil d'exploitation postale	Avril/mai	Berne
8. OMS — Assemblée mondiale de la santé, cinquantième session	5-16 mai	Genève
9. OMS — Conseil exécutif, centième session	19 et 20 mai	Genève
10. OACI — Conseil, cent cinquante et unième session	26 mai-27 juin	Montréal
11. UNESCO — Conseil exécutif, cent cinquante et unième session	Mai/juin	Paris
12. FAO — Conseil, cent douzième session	3-12 juin	Rome
13. OIT — Conférence générale, quatre-vingt-quatrième session	3-20 juin	Genève
14. OMM — Conseil exécutif, quarante-neuvième session	10-21 juin	Genève
15. ONUDI — Conseil du développement industriel, dix-septième session	16-20 juin ou 23-27 juin	Vienne
16. OIT — Conseil d'administration du BIT, deux cent soixante-neuvième session	21 juin	Genève
17. UIT — Conseil	Juin (2 semaines)	Genève
18. OMI — Conseil, soixante-dix-huitième session	Juin	Londres
19. OMPI — Organes directeurs	22 septembre-1er octobre	Genève
20. FMI/Banque mondiale — Assemblées annuelles des Conseils des gouverneurs	23-25 septembre	Hong-kong
21. AIEA — Conférence générale	29 septembre-3 octobre	Vienne
22. OACI — Comité, cent cinquante-deuxième session	29 septembre-24 octobre	Montréal
23. UPU — Conseil d'administration	Septembre/octobre	Berne
24. UNESCO — Conseil exécutif, cent cinquante-deuxième session	Octobre-novembre	Paris
25. UNESCO — Conférence générale, vingt-neuvième session	Octobre/novembre	Paris
26. OMI — Assemblée, vingtième session	Octobre/novembre	Londres
27. FAO — Conseil, cent treizième session	4-6 novembre	Rome
28. OIT — Conseil d'administration du BIT (et ses commissions et comités), deux cent soixante-dixième session	6-20 novembre	Genève
29. FAO — Conférence, vingt-neuvième session	7-20 novembre	Rome
30. OACI — Conseil, cent cinquante-deuxième session	10 novembre-12 décembre	Montréal
31. FAO — Conseil, cent quatorzième session	21 novembre	Rome
32. OMI — Conseil, soixante-dix-neuvième session	Novembre	Londres

Organe	Dates (1997)	Lieu de réunion
33. UNESCO, Conseil exécutif, cent cinquante-troisième session	Novembre	Paris
34. ONUDI — Conférence générale, septième session	1er-5 décembre	Vienne
35. FIDA — Conseil d'administration	À déterminer	Rome